

# le prolétaire

M2414-401-5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MAI-JUIN  
1989

5 FF - 30 FB  
3 FS - 2000 LI

N° 401

## SOUS LE DRAPEAU DE L'EUROPE UNIE, SE PREPARENT LES CONDITIONS D'UN NOUVEAU REPARTAGE IMPERIALISTE DU MONDE

L'irrésistible besoin d'expansion du capitalisme, sa tendance historique à développer la production et à révolutionner constamment les techniques productives pour accaparer de nouveaux marchés et pour résister à la concurrence inévitable qu'alimente le marché lui-même, la course des capitaux petits ou gros à l'accumulation élargie et à leur reproduction accélérée, conduisent en même temps à exiger des frontières territoriales et nationales incontestées ( la fameuse PATRIE ) et à exiger la plus large liberté de s'émanciper des limites d'entreprise et de marché national. Le besoin vital pour les capitalistes de réaliser des profits et le développement du marché, du commerce et de la finance conduisent nécessairement à l'élargissement des bases productives - le capital constant: machines, usines, matières premières à transformer - et à l'élargissement du marché jusqu'à ce qu'il englobe toute la planète.

L'universalisation du mode de production capitaliste et de la société bourgeoise qui lui correspond (avec l'inévitable développement inégal du capitalisme et le fossé entre pays riches et pays pauvres) enferme la "société des citoyens" dans la morsure de lois, sans doute "égales pour tous" mais favorables uniquement au capitalisme et donc aux classes qui le représentent.

Les événements historiques ont déterminé à la suite des guerres de systématisation nationale et des révolutions, des aires de concentration capitaliste maximum et d'autres aires qui leur sont subordonnées. Pour une longue période, l'Angleterre d'abord, l'Europe ensuite ont été l'aire de plus grande concentration capitaliste, qui a diffusé sur toute la planète la nouvelle société du capital et qui a dominé le monde. Plus tard, à partir du début du vingtième siècle les USA, nés par une implantation directe du capitalisme européen, donc nés capitalistes, sans avoir à surmonter les résistances d'une société féodale, s'imposèrent comme une nouvelle aire de grande concentration capitaliste destinée à dépasser en quelques décennies l'Angleterre et les autres pays européens mis ensemble pour devenir la plus gigantesque concentration impérialiste du monde.

La formation d'aires de grande concentration capitaliste est à la base du partage du monde et elle alimente dans son processus de développement une tendance inévitable à s'emparer et à repartager les marchés existants. Après que "la politique coloniale des pays capitalistes ait conduit à son terme l'annexion des terres non occupées sur notre planète", l'avenir du capitalisme ne peut réserver qu'un "nouveau partage c'est-à-dire le passage d'un "patron" à un autre" (Lénine, "L'Impérialisme").

A l'époque du capitalisme le plus développé, où le capital financier prime sur le capital industriel, commercial et agricole, les pays fortement industrialisés non seulement se partagent le reste du monde, mais selon les rapports de force entre eux, ils constituent chacun des terres à conquérir dans cette lutte pour l'hégémonie qui caractérise l'impérialisme et donc les relations des pays impérialistes entre eux. Ces relations sont déterminées par des rapports de force à travers lesquels les pays les plus puissants procèdent à de nouvelles répartitions du monde, en passant "de la répartition pacifique à la répartition non pacifique et vice-versa" (Lénine), ainsi que depuis plus de cent ans le développement du capitalisme l'a démontré. Et Lénine précise que "ce qui est caractéristique de l'impérialisme, ce n'est point le capital industriel justement, mais le capital financier. (...) L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer non seulement les régions agricoles, mais même les régions les plus industrielles (la Belgique est convoitée par l'Allemagne, la Lorraine par la France), car premièrement, le partage du monde étant achevé, un nouveau partage oblige à tendre la main vers n'importe quels territoires", donc y compris directement concurrents, qu'ils soient même non des adversaires mais des "alliés". La lutte des grandes puissances est orientée "non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie (la Belgique est surtout nécessaire à l'Allemagne comme point d'appui contre l'Angleterre; l'Angleterre a surtout besoin de Bagdad comme point d'appui contre l'Allemagne, etc.)"(1).

Les deux guerres mondiales ont amplement démontré ce que stigmatisait Lénine en 1916. Surtout avec la deuxième

guerre mondiale les nouveaux partages du monde ont rendu encore plus complexe l'imbrication des "rapports" entre les grandes puissances.

Les Etats-Unis d'Amérique, nouvelle puissance mondiale, ont pu mettre la main sur n'importe quels territoires, en particulier sur les pays fortement industriels d'Europe et le Japon. En les assujettissant au dollar ils ont sapé leur hégémonie et se sont ainsi assurés une longue période de suprématie dans le monde. Mais cette période ne pouvait être éternelle et elle devait aboutir à la réapparition de contradictions nouvelles entre les pays capitalistes et plus particulièrement entre les pays capitalistes les plus développés.

D'après Lénine les particularités de l'impérialisme sont "la réaction sur toute la ligne et le renforcement de l'oppression nationale, conséquence du joug de l'oligarchie financière et de l'élimination de la libre concurrence" (2). Et ces particularités, qui passent au second plan dans les périodes d'expansion, de soi-disant "développement pacifique" du capitalisme, réapparaissent avec force dans les périodes où comme aujourd'hui, un nouveau partage est en cours.

Les Etats-Unis ont été aussi tant le moteur de la renaissance capitaliste des pays européens, que le véhicule de nouvelles contradictions économiques, financières et politiques avec et entre ces pays. La puissance économique et impérialiste de quelques grands pays capitalistes approfondit d'un côté le fossé avec les pays "en voie de développement" et de l'autre renforce leur propre puissance. Elle peut même accélérer le développement de certains pays ( comme cela a été le cas pour la Russie tsariste ou plus tard de la Chine ) sans que cela leur permette automatiquement de rejoindre le niveau des pays les plus développés.

L'avenir des Etats capitalistes qui se sont historiquement imposés sur le reste du monde est de devenir toujours plus puissants. Dans cette tendance, certains pays prennent le pas sur d'autres; les USA ont détrôné la Grande-Bretagne en tant que puissance impérialiste dominante et place-forte de la conservation bourgeoise mondiale.

Comme Marx l'a expliqué dans Le

( Suite en page 2 )

## Dans ce numéro

LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A VOIR  
AVEC "L'EUROPE DES TRAVAILLEURS"  
LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS  
DU MOUVEMENT OUVRIER (2)  
EN MARGE DES GREVES DANS L'ENSEIGNEMENT.  
LA FONCTION DE L'EDUCATION BOURGEOISE  
LE PLAN NOUVEAU EST ARRIVE!  
LE CCI CONTRE L'ORGANISATION DE  
LA CLASSE OUVRIERE  
LA CLASSE OUVRIERE ET LA QUESTION NATIONALE EN URSS  
AMERIQUE LATINE:  
LA DEMOCRATIE RENFORCE LE POUVOIR BOURGEOIS  
LES GREVES EN CORSE

## YUGOSLAVIE:

### CONTRE LE NATIONALISME, CONTRE LE CHAUVINISME, CONTRE LE RACISME: LA SEULE POSITION PROLETARIENNE EST POUR L'UNITE DE CLASSE.

Les conflits entre ethnies des différentes républiques ou régions yougoslaves, loin de s'apaiser ces derniers mois avec le renforcement de la pression serbe sur le Kosovo, n'ont fait que s'aggraver. Sur un fond idéologique de revendications nationalistes remontant à l'époque lointaine des guerres serbes contre l'envahisseur ottoman, les Serbes et les Albanais se livrent à une guerre civile latente où le chauvinisme et le racisme des uns n'a rien à envier à ceux des autres.

Les antagonismes entre nationalités ont pu être contenus tant que le capitalisme accumulait suffisamment de profit pour faire retomber quelques miettes sur le prolétariat et les classes moyennes des différentes nationalités. Il en était ainsi dans les années 60 et aux début des 70. Mais la crise capitaliste mondiale plongeait irrémédiablement les capitalistes les plus fragiles dans une situation économique insoutenable. Les faux socialismes de l'Est, où les lois capitalistes bien réelles régissent la production matérielle s'accommodent du vocabulaire malheureusement emprunté

au marxisme par la bourgeoisie nationale, et particulièrement ceux d'Europe centrale - l'URSS ayant un peu plus de ressources pour amortir les chocs économiques - n'ont pu faire autrement pour tenter de se sauver de la décadence économique et financière que d'appliquer les vieilles recettes capitalistes.

Profit et salaire étant en raison inverse l'un de l'autre, le capital a donc imposé aux prolétaires de passer à la caisse. En 1981, par exemple (selon "Bilan économique et social 1981"), la hausse du coût de la vie a été d'environ

( Suite en page 6 )

## POINTS DE REPERES SUR LA QUESTION PALESTINIENNE

Nous publions les quelques "points de repère" ci-dessous à l'occasion de la reprise d'un travail sur la "question palestinienne" et pour corriger un article publié dans "le prolétaire" no 367 du 12 nov. 1982 ("La lutte nationale des masses palestiniennes dans le cadre du mouvement social au Moyen-Orient").

L'article de 82, qui répondait à la nécessité de prendre position rapidement sur une question qui avait joué le rôle de détonateur dans la crise interne d'alors, tombait en particulier dans deux erreurs de fond.

La première erreur consistait à envisager que le "sentiment national pan-arabe" pouvait avoir un aspect révolutionnaire dans toute la région encore aujourd'hui (où nous ne sommes plus à l'époque de l'effondrement de l'empire turc), à la simple condition d'être véhiculé par le prolétariat. On affirme en effet dans cet article que "l'absence

de patrie apparaît aux prolétaires comme la cause essentielle de leurs malheurs et le mouvement vers la "nation arabe" peut leur fournir une occasion d'unification contre la division en nationalités différentes. A condition qu'ils puissent le faire à la prolétaire. Le facteur national est si intimement lié à l'ensemble de leurs conditions matérielles d'existence que toute la force acquise sur le premier front ne tardera pas à être employée aussi sur les autres, en élargissant l'affrontement du pur et simple horizon national au terrain de classe plus général."

Ce qui est ici exprimé, c'est une vision à la fois mécaniste et fataliste; fataliste parce qu'on semble croire établi que le "facteur national" (éléments économiques de langue, d'habitudes, de culture, de mentalité, de religion) est toujours historiquement positif pour

( Suite en page 8 )

# SOUS LE DRAPEAU DE L'EUROPE UNIE, SE PREPARENT LES CONDITIONS D'UN NOUVEAU REPARTAGE IMPERIALISTE DU MONDE

( Suite de la page 1 )

Capital et comme Lénine l'a rappelé dans L'Impérialisme, les rapports de force entre entreprises, entre trusts, entre Etats ne peuvent rester immuables, mais se redéfinissent constamment sur le marché mondial. C'est la raison pour laquelle se font et se défont des alliances économiques, financières, politiques et militaires. La division internationale du travail est directement liée aux rapports de force entre pays impérialistes et c'est sur la base de ces rapports et de leurs modifications que se heurtent les classes et les Etats.

Les antagonismes provoqués par le développement du capitalisme et par les rapports de force entre les nations sont des antagonismes de concurrence car les intérêts économiques bourgeois sur les marchés en sont le fondement. Ils deviennent des antagonismes de classes lorsque surgit dans cette concurrence bourgeoise l'élément de rupture que constitue la lutte indépendante du prolétariat. Mais le passage de l'un à l'autre n'est pas automatique car le système économique possède une voie d'échappatoire à ses crises économiques et sociales: la guerre qui détruit la gigantesque surproduction de marchandises et de capitaux accumulés lors de la période d'expansion et lors de période où la crise peut encore être contrôlée, pour que puisse redémarrer un nouveau cycle d'expansion et de profit, tant que le prolétariat ne détruit pas tout le système.

La tendance au repartage du monde entre les puissances impérialistes revêt donc des aspects différents selon la période où elle se déroule. Dans une période de lutte "pacifique" pour l'hégémonie, c'est-à-dire de luttes politiques, diplomatiques, commerciales, financières compatibles avec des formes pacifiques de confrontation et de pression, cette tendance prend l'aspect d'une concurrence "loyale", "démocratique", qui débouche sur des accords négociés les plus larges possibles. Dans une période non pacifique où les marchés tendent à se saturer, elle prend l'aspect du totalitarisme le plus ouvert sur les plans économiques, politiques ou militaires, jusqu'à déboucher, quand toutes les autres issues se sont révélées vaines, sur la guerre.

On ne passe pas d'une période à l'autre du jour au lendemain ou à cause de la folie guerrière d'un chef d'Etat, ou encore parce que le bouton de la guerre atomique a été pressé "par erreur".

Le capitalisme moderne a déjà utilisé à plusieurs reprises la méthode et la propagande démocratique, soi-disant anti-totalitaire, pour empêcher la constitution du prolétariat en classe indépendante avec ses propres intérêts immédiats et historiques, et pour atténuer au maximum les contradictions inter-bourgeoises et inter-impérialistes. Le développement de l'impérialisme a démontré aux yeux des marxistes que la méthode démocratique de la période de la libre concurrence a définitivement cédé la place à une méthode totalitaire, centraliste et militariste correspondant au stade monopolistique de l'impérialisme, avec un simple voile de démocratie pour que les grands groupes industriels et financiers aient les mains libres de faire leurs affaires tandis que les larges masses laborieuses peuvent continuer à garder confiance dans l'Etat bourgeois.

## EUROPE UNIE OU DIVISEE ?

Le slogan de "l'Europe Unie" réapparaît alors que se rapproche la fameuse échéance de 92. Et ce mot d'ordre est au centre de la propagande de pratiquement tous les partis, parlementaires ou extra-parlementaires (qui rêvent de le devenir), de droite, de gauche ou "d'extrême" gauche, aux réserves près du Front National ou du PCF, défenseurs attardés d'un nationalisme exacerbé, qui, sous cette forme, n'est pas à l'ordre du jour.

Le concept d'Europe unie a une longue histoire qui remonte jusqu'à l'époque des révolutions bourgeoises, à l'époque où, pour le nouveau mode de production, l'Europe était le monde.

Ensuite, "l'Europe unie" dans les illusions d'un révolutionnaire petit-bourgeois du dix-neuvième siècle comme Mazzini, se serait réalisée en vertu d'un principe moral selon lequel les citoyens auraient fait leur rédemption par des sacrifices personnels et dépassé leur "égoïsme" et leur "matérialisme" pour s'unir dans une citoyenneté fraternelle au sein d'une nation (l'Italie) puis d'une super-nation (l'Europe).

A l'inverse, dans les faits l'Europe fut unie par une série de guerres et de révolutions qui imposa un mode de production unique. A la base de la "nouvelle communauté" il n'y eût donc pas des principes moraux, mais des déterminations matérielles et sociales qui mirent en mouvement peuples et classes contre l'ancien ordre des choses.

Ce ne sont pas des principes moraux, mais des déterminations matérielles qui ont poussé et qui pousseront la classe ouvrière moderne à révolutionner l'ordre des choses actuel, la société bourgeoise archaïque et putrescente.

L'Europe "berceau de la civilisation et de la démocratie" a effectivement été la terre du progrès historique lors de la phase progressiste de l'époque bourgeoise, qui va jusqu'en 1871, au moment où toutes les bourgeoisies s'allièrent contre la menace prolétarienne concrétisée dans la Commune de Paris. Depuis, elle a été le terrain des contradictions du capitalisme développé inéluctablement plongé dans l'alternance de phases d'expansions, de crises et de guerres et, dialectiquement le terrain de révolutions prolétariennes.

Cette Europe de "patries" en luttes perpétuelles, cette Europe des impérialismes qui ont mis la planète à feu et à sang, cette Europe de l'exploitation du prolétariat, serait aujourd'hui devenue, selon la propagande déversée sur les travailleurs, le havre de la paix, du bien-être, de la prospérité illimitée. Et bien entendu, ce sont les partis du réformisme ouvrier, les partis de la social-démocratie qui se chargent pour la énième fois de cette sale besogne mystificatrice.

Lors de la dernière guerre l'Europe a été d'une certaine façon "unie": unie dans la misère, dans les massacres, dans les destructions gigantesques. Mais elle en est sortie divisée, non entre vainqueurs et vaincus, mais entre deux grandes régions: l'aire du dollar, "de la consolidation de la dictature du capital américain" présidée par une alliance militaire dépendant des USA, l'OTAN; et l'aire de l'hégémonie russe appuyée sur l'occupation militaire y compris de pays capitalistes développés (Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie).

Ce partage de l'Europe est désormais entré en crise, en raison de la dynamique de l'évolution du capitalisme et une nouvelle période, non pacifique, de repartage se dessine, indépendamment d'un "rideau de fer" en voie de désintégration.

Bien qu'avec un degré de développement différent, les pays de l'Ouest comme ceux de l'Est ont profité de la période de paix pour revitaliser leurs économies et retrouver une puissance économique, financière et donc politique suffisante pour remettre en discussion le partage du monde et de l'Europe. Ces trente années de développement "pacifique" ont créé les conditions non seulement de la puissance économique de chaque nation, avec tous ses déséquilibres et toutes ses insuffisances, mais surtout les conditions des affrontements actuels et de ceux bien plus aigus de demain.

C'est essentiellement en Europe de l'Est, dans l'aire capitaliste la plus faible (aire dominée par une puissance de première grandeur sur le plan militaire, pas sur le plan économique) que se sont produits à échéances répétées les conflits interétatiques et aussi les conflits sociaux les plus aigus: Berlin en 53, Pologne et Hongrie en 56, Tchécoslovaquie en 68 et depuis les vagues régulières d'émeutes de la classe ouvrière polonaise. Ces tensions régulières mais croissantes posent à l'URSS la nécessité de changer les termes de sa domination en passant à une démocratisation qui permettrait un allègement de la pression militaire sur les pays mineurs, tandis que sur les pays centraux (RDA, Pologne, Tchécoslovaquie) l'influence de l'impérialisme soviétique deviendrait moins pesante car moins militaire et plus économique et sociale.

En Europe de l'Ouest, région plus développée et plus stable, la paix sociale a été assurée par la pire vague de dégénérescence opportuniste de l'histoire du mouvement ouvrier. La présence militaire américaine (à travers les bases militaires de l'OTAN) et la surpuissance de l'économie américaine ont permis ce que les économistes bourgeois européens appellent les "30 glorieuses", 30 années de croissance économiques. Les alliances intercapitalistes ont pu se reconstituer politiquement et économiquement. En 1951 naît la Communauté Européenne pour le

Charbon et l'Acier (CECA), en 1957, la Communauté Economique Européenne (CEE) fondée par 6 pays. La prospérité de la CEE lui permettra d'intégrer l'Angleterre et surtout les pays les plus pauvres et les moins stables du Sud: Grèce, Portugal, Espagne.

L'Europe Unie est donc d'abord un marché privilégié pour les pays qui en font partie, un marché de plus de 320 millions d'habitants aujourd'hui, affamé de marchandises, de technologie, de capitaux. La tentative de créer une région supranationale plus ou moins protégée des incursions des groupes monopolistes et des Etats concurrents a donc au moins en partie réussi. En dépit des éternelles rivalités internes sur l'agriculture ou l'acier, en dépit des différences entre les Etats membres et de leurs querelles, en dépit des menaces perpétuelles sur les pratiques monétaires, la CEE progresse et prévoit une intégration plus grande de son marché qui en ferait cette "Forteresse Europe" redoutée par ses concurrents et rêvée par ses politiciens.

Qu'a donc été jusqu'ici cette Europe Communautaire?

Accords entre Etats pour stimuler, développer les économies nationales à l'intérieur d'une zone déjà "unifiée" par la politique et la puissance du dollar. Accords entre Etats capitalistes et oligarchies monopolistes pour potentialiser au maximum le cycle de développement initié par les grandes destructions de la guerre. Accords entre Etats capitalistes et bandes de grands patrons pour que ce développement se fasse dans le consensus social, avec la participation si possible "spontanée" et active des travailleurs aux efforts puis aux sacrifices pour le salut de la future prospérité. Accords entre Etats et ligue d'intérêts bourgeois pour que les bases du partage du monde et de l'Europe entre les deux grandes puissances soient peu à peu affaiblies, puis remises en discussion selon l'évolution des rapports de force inter-impérialistes.

"L'Europe des citoyens" est déjà en réalité l'Europe des capitaux qui devient une zone d'investissement pour les capitaux des pays bourgeois du monde entier.

"il est inconcevable en régime capitaliste que le partage des zones d'influence, des intérêts, des colonies, etc, repose sur autre chose que la force de ceux qui prennent part au partage, la force économique, financière, militaire, etc. Or les forces respectives de ces participants au partage varient d'une façon inégale, car il ne peut y avoir en régime capitaliste de développement uniforme des entreprises, des trusts, des industries, des pays" (4).

Les alliances inter-impérialistes ne peuvent échapper au développement inégal des pays et aux rapports de force entre les Etats, donc au partage selon la force "car il ne saurait y avoir d'autre mode de partage en régime de production marchande et de capitalisme" (5).

Selon ces lois, USA et URSS se sont partagés le monde après la deuxième guerre mondiale et les impérialismes les plus faibles sont venus après. C'est selon les mêmes lois que les impérialismes de 2ème rang, proportionnellement à leur force et à leur capital, tendent à changer ce partage. Et pour cela doivent naître des alliances, des coalitions qui en temps de paix préparent les conditions des alliances de guerre, et en temps de guerre les alliances de la paix future.

L'Europe communautaire n'est qu'une coalition inter-impérialiste qui en temps de paix prépare les conditions des alliances de la future guerre impérialiste: "Les alliances pacifiques préparent les guerres et à leur tour naissent de la guerre; elles se conditionnent les unes les autres, engendrant des alternatives de lutte non pacifique sur une seule et même base, celles des liens et des rapports impérialistes de l'économie mondiale et de la politique mondiale" (6).

Cette seule base de "l'Europe unie" est celle de l'impérialisme, de la lutte à mort pour les marchés de la part d'un petit groupe de puissances d'Etats et d'oligarchies financières.

Celui qui ne voit pas cela est prisonnier de l'idéologie de la classe dominante bourgeoise pour qui tous les antagonismes et donc les guerres sont évitables par la "coopération internationale" dans laquelle les Etats renonceraient à leurs intérêts "égoïstes". Les capitalistes se sacrifieraient au nom d'une nouvelle "fraternité", d'une nouvelle "égalité"!

En réalité la propagande sur le futur marché unique européen, sur l'Europe

unie, à laquelle ne croient que les pires opportunistes cache la tendance à affaiblir la force des concurrents quand il n'est pas encore possible pour les pays les plus puissants d'imposer ouvertement leur hégémonie.

Cette tendance agit sur tout les plans; pour arriver à terme, elle a besoin d'un certain temps et d'une politique générale de détente.

Ce n'est pas par hasard si les soutiens les plus fermes du "marché unique" sont les pays les plus puissants (RFA, France, Italie) et les partisans les plus enthousiastes de l'unité politique les pays les plus faibles ainsi que les forces du réformisme bourgeois de gauche et de l'opportunisme. Les grands patrons y voient un champ d'affaires élargi pour leurs investissements. Les forces de la petite-bourgeoisie y voient une nouvelle occasion de "prendre part" à un nouveau "changement" et de jouer ainsi un "rôle historique" que l'histoire leur a nié pour toujours.

- (1) Lénine, "L'impérialisme, stade suprême du capitalisme", éd. Sociales 1971, p. 128
- (2) ibid., p. 156
- (3) C.F. l'article de A. Bordiga "United States of Europa" (1949) publié dans notre recueil "Per l'organizzazione sistematica dei principi comunisti"
- (4) Lénine, "L'impérialisme...", p. 169
- (5) ibid., p. 103
- (6) ibid., p. 170

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 Directeur-gérant: Dessus  
 Versements: timbres-poste, mandat ou chèque à l'ordre de Dessus.  
 Abonnement au "PROLETAIRE": 50 FF/200 FB/30 FS/2000 LI Abonnement de soutien: 100 FF/400 FB/60 FS/4000 LI "PROGRAMME COMMUNISTE" (revue théorique), le numéro: 25 FF/10 FS/140 FB/5000 LI/E3/10 DM/Amérique latine: US \$ 4/ USA et CDN: US \$ 4/3500PTS/ Abonnement: le prix de 4 No. Abonnement de soutien: 200FF 80FS/80 000LI/1000FB/ USA et CDN: US \$ 35/ Amérique latine: US \$ 8/ 25/80DM/3500PTS  
 "IL COMUNISTA", le numéro: 2000LI/10FF/40FB/5FS Abonnement: 18000LI/60FF/240FB/35FS Abonnement de soutien 30 000LI/125FF/500FB/70FS  
 IMPRIME PAR NOS SOINS

## IL COMUNISTA Sommaire du no 16, Fev./Avr. 1989

- L'iniziativa dei capitalisti col sostegno del collaborazionismo sindacale e politico
- I proletari non hanno niente da spartire con l'Europa dei "cittadini"
- Le tensioni nazionali svelano la natura capitalistica dell'URSS
- Venezuela, la borghesia salva l'austerità con il sangue proletario
- Sotto le insegne dell' "Europa unita" si vanno preparando le condizioni imperialistiche del mondo
- La rivoluzione francese e gli inizi del movimento operaio
- Palestina vincerà?
- Alcuni punti fermi sulla "questione palestinese"
- IRAK-IRAN: dopo la pace fra mercanti si intensifica la guerra contro il "nemico" interno
- Bussole impazzite (sul filo del tempo)
- Lettera al giornale: "Gracie a Marx e Lenin la mia mente si è aperta..."

## il comunista

organo del partito comunista internazionale

ITALIA  
 L'INIZIATIVA DEI CAPITALISTI COL SOSTEGNO DEL COLLABORAZIONISMO SINDACALE E POLITICO

IL proletari non hanno niente da spartire con l'Europa dei cittadini

VENEZUELA  
 la borghesia salva l'austerità con il sangue proletario

LE TENSIONI NAZIONALI SVELANO LA NATURA CAPITALISTICA DELL'URSS

NELL'INTERNO  
 Palestina vincerà?

IRAK-IRAN: dopo la pace fra mercanti si intensifica la guerra contro il "nemico" interno

Bussole impazzite (sul filo del tempo)

Lettera al giornale: "Gracie a Marx e Lenin la mia mente si è aperta..."

# LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A VOIR AVEC "L'EUROPE DES TRAVAILLEURS"

La propagande bourgeoise et surtout la propagande petite-bourgeoise et national-populaire a recommencé à agiter bruyamment le mot d'ordre "d'Europe Unie", "d'Europe des citoyens" ou - version extrémiste - "d'Europe des travailleurs", comme si les peuples et non des grands trusts, les travailleurs et non le capital, étaient souverains et dictaient leur loi.

A chaque retour du cirque électoral européen qui, plus que tout autre épisode électoral, a de façon évidente, une pure fonction de mystification démocratique puisque les électeurs sont appelés à désigner leurs "représentants" à une Assemblée sans pouvoir aucun, on remet en marche un mécanisme bien usé de propagande qui se fonde sur les bienfaits supposés de la collaboration des peuples fraternellement unis.

La vision petite-bourgeoise donne du capitalisme une image fictive qui laisse espérer les évolutions les plus fantastiques. Dans cette vision, le cours violent, brutal, totalitaire du capitalisme peut être modifié sous la pression des peuples ou par des choix démocratiques des individus de bonne volonté. Toutes les propositions petites-bourgeoises contiennent, derrière une soumission totale aux lois et aux principes du capitalisme, un élément imaginaire et utopique pour s'opposer aux conséquences inévitables de ces lois.

Écoutons un représentant "extrémiste" de ce courant, la LCR ("Rouge", no 1528) : "Nous sommes partisans d'une Europe unie qui réaliserait la fraternité entre les travailleurs, qui abattraient les barrières artificielles entre les peuples et libérerait les nationalités opprimées du carcan des vieux Etats" (Belle et Noble perspective qui remplirait d'aise un Nazzini, un de ces révolutionnaires petits-bourgeois si durement combattus au siècle dernier par Marx!). (...) Nous sommes partisans d'une Europe tournée vers l'avenir, capable de maîtriser les inégalités régionales, de prévenir les dégâts de la course aux profits et du pillage sans frein de la nature, qui menace la planète" Mais qui pourrait être contre une telle Europe?

Soyons juste, la LCR oublie pas de faire dans le social; il y a un chapitre sur les "conquêtes sociales", sur les femmes, sur les écologistes, les organisations syndicales. N'importe quel démagogue se doit de n'oublier personne dans son catalogue électoral. La LCR veut être un peu plus qu'un démagogue, aussi se pose-t-elle la question : "Comment avancer vers une Europe de l'égalité, de la fraternité, de la libération ? Rude question, à laquelle elle répond sans hésiter : "Il faudra que les travailleurs et les peuples (sic) prennent en main les clefs des véritables décisions économiques et sociales et politiques". Suivent : "l'expropriation des multinationales", le "contrôle sur le commerce extérieur" (contrôle par qui et comment et quand?), la démocratisation des Institutions européennes, une échange d'expérience entre les luttes ouvrières, etc...

La réalité du capitalisme a disparu, la base impérialiste de l'Europe s'est évanouie aux yeux des petits-bourgeois soucieux uniquement d'avancer vers une amélioration douillette dans ce système qui vit de la mise en coupe réglée des richesses de la planète et de l'exploitation des prolétaires européens et non-européens.

La lutte des classes est réduite aux revendications d'une catégorie parmi d'autres de citoyens, sur pied d'égalité avec des "peuples" indéfinis. La nécessité de la prise violente du pouvoir, de la dictature du prolétariat, de la guerre civile internationale n'ont pas leur place dans les programmes électoraux petits-bourgeois.

La seule chose qui évoque le socialisme est le rappel du slogan des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Mais la phrase ou le mot d'ordre, fût-il nappé de "socialisme" et de "travailleurs", ne doit pas masquer la réalité et le fond du programme petit-bourgeois de cet "extrémisme". A son habitude, celle de lier la classe ouvrière aux illusions petites-bourgeoises, la LCR saute dans le train en marche de la bourgeoisie. Aujourd'hui sous couvert d'"internationalisme", demain sous un autre prétexte.

L'enjeu pour la LCR est surtout, à tout prix mais en restant quand même la "gauche de la gauche" parlementaris-

te, d'obtenir la barre fatidique des 5%, permettant d'assoir des députés au Parlement européen. Cela ne la différencie en rien de LO qui désire seulement que la "gauche de la gauche" apparaisse plus distinctement comme telle, donc sans trop la noyer dans le magma des groupes alternatifs, rénovateurs ou même nationalistes divers. Le marchandage électoral entre ces deux organisations pourrait prêter à rire s'il ne s'agissait pas de flouer le prolétariat sur ses perspectives propres et sur les moyens de les atteindre.

LO donne en effet des leçons de "radicalisme" à la LCR en lui reprochant de ratisser trop large dans les milieux pas forcément "ouvrier", mais trahit ses prétentions parlementaristes démocratiques en critiquant celle-ci de son manque d'effort financier pour cette campagne électorale européenne. Avec les 3 millions lourds que LO se targue de pouvoir engager dans la campagne électorale, contre le "petit" million que mettrait à disposition la LCR en cas d'alliance avec sa consœur, LO démontre bien que c'est le parlementarisme et l'électoratisme qu'elle défend comme doctrine générale, jusqu'à se vider financièrement!

Dans notre éditio sur l'Europe et le repartage du monde nous montrons que 1992 est une étape particulière de la recombinaison des forces entre les blocs impérialistes qui se déchirent le monde en zones et chasses gardées. Le prolétariat fera les frais de cette recombinaison parce qu'une plus grande compétitivité implique obligatoirement une plus grande exploitation de la force de travail. Nous ne nions donc pas qu'il y ait une relation directe entre 92 et les conditions de vie du prolétariat, et que cette situation doit, en fonction du développement réel de la lutte prolétarienne, être mise à profit par les éléments les plus conscients de la classe pour tisser des liens internationaux.

Mais, une chose est donc de comprendre, et faire comprendre à la classe, que les accords interbourgeois entre les différents Etats européens pour se renforcer vis-à-vis de leurs concurrents les plus directs, nécessitent plus immédiatement encore de s'organiser - ou déjà seulement de tendre à s'organiser - par delà les frontières en tissant des liens, en échangeant les expériences de lutte, pour renforcer la capacité du prolétariat dans sa lutte de défense de ses conditions de vie matérielle et sociale.

Une autre chose est de présenter un programme minimum de revendications politiques, sociales, économiques (permettant de ratisser large dans les couches sociales, et surtout intermédiaires), comme stratégie pour l'émancipation dans toute l'Europe du prolétariat du joug capitaliste et de présenter ainsi une "Europe des travailleurs" en soi-disant opposition avec "l'Europe Unie" des capitalistes. Cette "opposition" nous la connaissons de longue date, elle ressemble en tout point à "l'opposition" que voyaient les épigones de Trotsky entre les "gouvernements ouvrier" à base de PC-PS (à la mode des années 70 où le réformisme était encore dans l'opposition parlementaire) et les gouvernements de la droite traditionnelle. Il ne s'agit pas d'une opposition mais d'une complémentarité des rôles et des tâches entre fractions bourgeoises.

Les différents mouvements se revendiquant - à tort d'ailleurs - de Trotsky, ont toujours eut comme tare - parce qu'ils sont en réalité petits-bourgeois et démocratiques - de singer les gestes de la bourgeoisie en leur donnant une façon populiste. Dans le domaine de la question du pouvoir cela se manifeste par une vision uniquement parlementariste. Cette vision se porte sur le plan national comme elle se porte sur celui de l'Europe.

Ni la LCR, ni LO ne veulent de révolution prolétarienne, au sens bolchévique et donc communiste. Se poser la question de la révolution prolétarienne, c'est se poser celle de son nécessaire internationalisme, de sa nécessaire organisation unique mondiale.

A la fausse perspective de "l'Europe des travailleurs", nous devons donc opposer le combat pour l'organisation du prolétariat en parti communiste mondial condition indispensable pour diriger la révolution et conduire sa préparation, non pas dans une perspective seulement nationale ou européenne, mais internationale.

Le prolétariat ne peut donc sans condamner son indépendance de classe et d'organisation, calquer sa perspective d'action politique sur les modèles d'alliance entre impérialismes dans leur lutte effrénée pour le partage du monde.

Ce que dit Lénine sur la question du mot d'ordre des "Etats Unis républicains d'Europe" est une manière juste du point de vue des intérêts du prolétariat et de sa perspective révolutionnaire, de poser le problème de l'Europe, non de manière abstraite, mais en tirant le prolétariat hors du terrain bourgeois. Cette manière de poser ce problème vaut toujours, même contre ceux qui font profession de foi anti-impérialiste mais qui sont liés au social-impérialisme.

Quand Lénine intervient sur le mot d'ordre des "Etats Unis d'Europe" la première guerre impérialiste est déjà en route et la II<sup>e</sup> Internationale a déjà fait la démonstration de sa faillite complète dans la lutte contre sa bourgeoisie, quel que soit son camp dans la guerre, et dans la préparation de la lutte révolutionnaire pour la conquête du pouvoir ouvrier.

A ce moment-là, le noeud le plus difficile à défaire pour le parti prolétarien était représenté par la présence en Europe de trois puissances encore monarchiques, la Russie, l'Autriche et l'Allemagne. Il semblait que la même guerre impérialiste pouvait faire voler en éclats par la révolution dévastatrice, les trois monarchies européennes les plus réactionnaires et que le mot d'ordre des "Etats Unis républicains d'Europe" pouvait condenser correctement un cours historique de progrès, auquel le prolétariat ne pouvait pas ne pas être intéressé. C'est un fait que tous les partis ouvriers de la II<sup>e</sup> Internationale - sauf quelques fractions comme les bolchéviks et le PS italien - se jetèrent comme un poids mort dans les bras de la "défense de la Patrie" et de la propriété bourgeoise dominante.

Lénine pose la question en ces termes. En fonction de ces trois monarchies européennes les plus réactionnaires, Russie en tête, la révolution politique et le passage à la république est effectivement un progrès historique, et le prolétariat y est directement intéressé. On doit pourtant distinguer entre révolution socialiste et tendance démocratique ou révolutionnaire démocratique. Elles n'ont jamais signifié la même chose. Moins que jamais le prolétariat doit appuyer sa propre bourgeoisie sous le prétexte que celle-ci est en guerre contre l'une ou l'autre des trois monarchies européennes réactionnaires.

Mais en abordant le sujet le plus important de cette question, celle du contenu et de la signification économique de ce mot d'ordre, Lénine affirme catégoriquement : "Du point de vue des conditions économiques de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'exportation des capitaux et du partage du monde par les puissances coloniales "avancées" et "civilisées", les Etats "Unis d'Europe" sont, en régime capitaliste, ou bien impossibles, ou bien "réactionnaires" (1).

Peut-être aujourd'hui nous ne sommes plus dans l'impérialisme, peut-être aujourd'hui le monde n'est plus partagé entre un petit nombre de grandes puissances, peut-être aujourd'hui l'exportation de capital n'est plus la caractéristique fondamentale de la politique de tous les Etats capitalistes, et de l'oligarchie financière qui tient les rênes des plus forts d'entre eux?

S'il en était ainsi, le marxisme et avec lui Lénine, serait à enterrer dans la poussière de quelque vieille cave abandonnée.

Non seulement il n'en n'est rien aujourd'hui, mais le processus de concentration et de monopolisation s'est encore plus développé. Et c'est ce développement qui préside la formation d'alliance, la constitution d'accord et de liens politiques et militaires, outre qu'économiques, entre capitalistes et entre puissances capitalistes.

" Certes, des ententes provisoires " sont possibles entre capitalistes " et entre puissances. En ce sens, les " Etats-Unis d'Europe " sont également " possibles, comme une entente des capitalistes européens... dans quel but ? " Dans le seul but d'étouffer en commun " le socialisme en Europe, de protéger " en commun les colonies accaparées " contre le Japon et l'Amérique, gravement lésés dans l'actuel partage des " colonies et qui se sont renforcés " au cours de ces cinquante dernières " années infiniment plus vite que l' " Europe monarchique arriérée, qui pour- " rit déjà de vieillesse." (2).

Aujourd'hui les colonies se sont "libérées" de la brutalité des pouvoirs européens "de progrès" et "civilisés", mais il subsiste toutefois sous une autre forme - avec le poids du capital financier et avec la politique d'affaiblissement actuelle des puissances impérialistes - une oppression aussi importante qu'ailleurs. Aujourd'hui l'Europe n'est plus arriérée et surtout n'est plus monarchique, mais reste une aire dans laquelle l'intérêt des capitalistes européens a s'allier, répond à une double fonction (comme alors) : celle de maintenir sous leur talon la classe ouvrière pour conserver, tous ensemble, les positions de marché et les zones d'influence conquises, et à celle de contrecarrer la force et la puissance de l'Amérique et du Japon (aujourd'hui toujours la bête noire des capitalistes européens), dans la tentative d'un nouveau partage du monde.

Donc la Communauté européenne et en plus l'éventuelle future Europe unie, sont la manifestation des accords entre capitalistes et puissances, possibles pour une certaine période, dans le seul but d'unir les forces capitalistes d'Europe contre les forces des capitalistes d'Amérique et du Japon qui sont aussi aujourd'hui, à 45 années de la fin de la seconde guerre impérialiste, les principales puissances impérialistes concurrentes.

Donc, épouser la perspective de l'Europe Unie, ne signifie qu'épouser la cause des capitalistes européens, et surtout des capitalistes de son propre pays. Le vernis démocratique sert seulement à donner à ce mariage l'aspect d'un contrat volontaire et lucratif.

Du point de vue de la cause du prolétariat, au contraire, étant donné l'extrême arriération politique dans laquelle la classe ouvrière a été rejetée, avec la victoire contre-révolutionnaire, avec la destruction de l'Internationale Communiste, du parti bolchévik de Lénine et de toute l'avant-garde communiste révolutionnaire, et avec la destruction même des syndicats de classe, ce qui doit constituer le point le plus important et caractéristique de la lutte prolétarienne est la renaissance des associations ouvrières syndicales indépendantes et de classe. Sans ce déplacement des forces prolétariennes du camp de la collaboration interclassiste et bourgeoise dans le camp de la lutte de classe indépendante, sans cette rupture avec les intérêts bourgeois et avec les organisations qui défendent ceux-ci en réalité, sans une lutte intransigeante contre la pression économique et politique de la bourgeoisie sur le terrain de la lutte antagonique de classe, le prolétariat d'Europe - qui n'est pas seulement européen, mais aussi arabe, turc, pakistanais, etc. - ne sera pas capable de prendre la voie de l'émancipation du capitalisme. Il sera au contraire, comme il a continué à être plus de cinquante ans, au service des capitalistes européens - et en premier lieu des capitalistes de sa "propre" nation - dans leur sanguinaire et constante politique d'oppression et de partage du monde.

(1) " A propos du mot d'ordre des Etats-Unis d'Europe ", Lénine, 1915, O. Complètes, T. 21.

(2) ibidem

## SOUSCRIPTION PERMANENTE

le liste 1989

Roger: 100,00. Yvon: 60,00. A.B.: 400,00. Paris: 560,00. Epinay: 260,00. Total: 1380 F

# LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (2)

Si la révolution anglaise fût, au dix-septième siècle, la première révolution qui porta la bourgeoisie au pouvoir, la révolution française, par l'écho qu'elle rencontra au plan européen et mondial est à juste titre considérée comme "la grande révolution" de la bourgeoisie. Mais pour les communistes, la "grandeur" de cette révolution consiste dans le fait qu'elle mit en mouvement toutes les classes et demi-classes de la société, et qu'elle ne réussit à l'emporter à chaque tournant que grâce à l'action ouverte, radicale et violente des classes inférieures, des masses plébéiennes et prolétariennes. On peut dire que la grande crise historique de ces années constitua une véritable brèche à travers de laquelle se lança, tumultueux et menaçant, le jeune mouvement prolétarien pour accélérer le mouvement social. Il ne se contenta pas de pousser à fond la révolution anti-féodale; il se heurta à la nouvelle société bourgeoise, anticipant ainsi la future lutte des classes moderne. C'est sur la lancée de ces affrontements que naquit le parti de Babeuf, le premier embryon de parti communiste.

De cet embryon grossier et rudimentaire à l'affirmation dans toute sa force du communisme (1848, Manifeste du parti communiste), il ne s'écoula qu'à peine plus de 50 ans. Marx et Engels purent alors théoriser et synthétiser de façon définitive les leçons de l'histoire, les leçons des révolutions et des contre-révolutions au cours des décennies antérieures de développement accéléré du capitalisme, les leçons des luttes des classes. Le marxisme n'est pas tombé du ciel; il est le fruit de cette guerre sociale ouverte ou larvée entre prolétariat et bourgeoisie, qui existe depuis qu'existe le capitalisme et ne prendra fin qu'avec lui. La pensée suit l'action: le marxisme ne pouvait naître qu'après l'expérience historique pratique des luttes du prolétariat; mais c'est alors que la praxis se renverse et que les leçons du passé permettent au parti de classe de prévoir et de se diriger parmi les événements futurs. L'étude de la révolution de 1789 n'a de sens que par les enseignements qu'il est possible d'en tirer pour aujourd'hui et pour demain: ceci vaut pour nous comme pour les bourgeois et leur commémoration officielle.

## LA BOURGEOISIE DANS LA REVOLUTION

Dans "Misère de la philosophie", Marx explique que, comme pour le prolétariat, on peut distinguer 2 phases dans la formation de la bourgeoisie en classe: "celle pendant laquelle elle se constitua en classe sous le régime de la féodalité et de la monarchie absolue, et celle, où déjà constituée en classe, elle renversa la féodalité et la monarchie pour faire de la société une société bourgeoise. La première fut la plus longue et nécessita les plus grands efforts. Elle aussi avait commencé par des coalitions partielles contre les seigneurs féodaux"(1). Mais à la différence du prolétariat dès qu'elle atteint cette deuxième phase, l'énergie révolutionnaire et la capacité d'initiative historique de la bourgeoisie commencent à décliner. Dès qu'elle est pleinement consciente de ses intérêts généraux de classe, elle s'aperçoit qu'elle n'a pas seulement à lutter contre l'oppression ou la réaction féodales, mais contre un ennemi "de l'intérieur", la classe ouvrière, produite par le développement capitaliste lui-même. La bourgeoisie aborda la révolution non seulement sans avoir une idée claire de ce qu'elle aurait à faire pour réaliser ses ambitions et jusqu'où elle pourrait aller mais aussi avec la crainte de l'anarchie. "La force des choses nous conduit peut-être à des résultats auxquels nous n'avons pas pensé" dira un jour Saint-Just. Craignant de déchaîner les masses plébéiennes et paysannes contre la propriété privée, les représentants de la bourgeoisie cherchèrent constamment le compromis avec les forces réactionnaires. Ce n'est que contraints et forcés par les émeutes des masses plébéiennes des faubourgs parisiens et des grandes villes, par les attaques répétées des masses paysannes contre les châteaux de l'aristocratie, qu'ils se résolurent à porter un coup après l'autre à l'ordre féodal. Les premiers coups portés à la monarchie vinrent d'ailleurs de l'aristocratie, en lutte contre l'absolutisme qui avait rogné ses privilèges et qui était trop enclin au compromis avec la bourgeoisie. Celle-ci n'avait au départ d'autre objectif qu'une monarchie constitutionnelle et même à l'extrême-gauche un Robespierre ou un Danton (qui se faisaient appeler "de Robespierre" et "d'Anton") rejetaient l'idée de république.

Les Etats-généraux avaient été convoqués par la monarchie dans le but de résoudre la crise financière aiguë du régime en obtenant des ressources financières de la part de la bourgeoisie. La noblesse voulait y voir le couronnement de son offensive réactionnaire. La bourgeoisie, elle, était consciente de sa puissance et de sa force croissante et elle voulait la traduction politique et juridique de cette modification sociale. La formule lancée par Sieyès dans une brochure au début de 1789 exprime à la fois ce sentiment de puissance et la timidité des revendications: "Qu'est-ce que le Tiers Etat? Tout. Qu'a-t-il été jusqu'à présent? Rien. Que demande-t-il? A devenir quelque chose". Quant aux masses populaires, durement touchées par la disette, elles exprimaient leurs besoins de façon plus directe, par des troubles divers, des émeutes, la lutte pour le pain: la famine de 1788 avait été la plus dure du siècle. Les travailleurs salariés avaient connu une baisse de leur revenu: le pouvoir d'achat moyen des salaires avait baissé d'au moins un quart par rapport à ce qu'il était 50 ans auparavant. De façon générale le paupérisme avait augmenté parmi la population et les différenciations de classes s'étaient accentuées, la bourgeoisie s'étant enrichie.

Les premiers mois des Etats Généraux furent marqués par une lutte parlementaire confuse dans laquelle le Tiers état voulait se faire reconnaître par le roi. Il fallut 3 mois aux représentants de la bourgeoisie pour qu'ils osent se déclarer Assemblée constituante, avec en apparence l'assentiment du roi et des ordres privilégiés. "Au début de juillet 1789, la révolution était accomplie en droit" écrit l'historien Soboul (2). Mais, en fait, rien n'était décidé. Seul le recours à la force, à la violence pouvait dénouer la crise et désigner quel était le vainqueur parmi les camps en présence. Aussitôt après avoir fait mine de consentir aux desiderata du Tiers état, le roi commença à concentrer ses troupes autour de Paris. Ces manoeuvres menaçantes attisaient l'effervescence dans la ville, alors que l'Assemblée se contentait de voter une pétition au roi pour arrêter le mouvement de troupes. La Cour déclencha les hostilités en renvoyant les ministres modérés le 11 juillet dans la soirée. Le lendemain étant un dimanche, l'Assemblée ne siégeait pas. Mais, la Cour n'avait pas prévu que la population pouvait profiter du repos hebdomadaire pour réagir à sa façon. Les premières émeutes commencèrent dès le dimanche; elles s'étendirent le lendemain alors que l'Assemblée démontrait son impuissance en ne réussissant qu'à voter une motion de "regrets" aux ministres déçus. Le 14, elle venait encore de repousser une motion qui demandait le départ des ministres réactionnaires, sous le prétexte que cela froisserait le roi, lorsqu'elle apprit la chute de la Bastille. Pendant ces journées brûlantes, seule une petite poignée de Représentants essaya, sans succès, d'amener l'Assemblée qui venait paraître-il d'accomplir en droit la révolution, à soutenir ceux qui combattaient dans les faits pour elle.

Un premier enseignement est à tirer, qui allait être confirmé par toute l'histoire ultérieure, est le retard et le déphasage des formes parlementaires de représentation, par rapport à la maturation des contradictions de classes et au développement tumultueux du mouvement des masses. C'est ce qui explique ce phénomène de "double pouvoir" que l'on peut constater à toutes les étapes de la révolution. Le 14 juillet, à côté de l'Assemblée impuissante, les forces révolutionnaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie avaient organisé un "comité permanent" dirigeant une "milice parisienne" armée qui se chargea de contrôler et d'orienter l'insurrection populaire spontanée. Ce phénomène de "double pouvoir" - d'un côté le pouvoir légal, paralysé par l'influence de la contre-révolution, de l'autre les formes d'organisation insurrectionnelles des masses plébéiennes - se retrouvera par la suite entre "Commune" et Assemblée, "Commune insurrectionnelle" et Convention, "Comité central des Sections" et Comité de salut public. A chaque fois les autorités s'efforcèrent une fois la crise résolue de dissoudre ou plus vite ces organismes extra-légaux ou de les rendre inoffensifs en les officialisant. En étant l'expression plus directe des couches inférieures de la société ils représentaient en effet la menace de devenir les instruments d'intérêts de classe antagonistes aux intérêts bourgeois.

Un second enseignement qui sera lui aussi confirmé par toute l'histoire ultérieure, est le retard et le déphasage des formes parlementaires de représentation, par rapport à la maturation des contradictions de classes et au développement tumultueux du mouvement des masses. C'est ce qui explique ce phénomène de "double pouvoir" que l'on peut constater à toutes les étapes de la révolution. Le 14 juillet, à côté de l'Assemblée impuissante, les forces révolutionnaires de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie avaient organisé un "comité permanent" dirigeant une "milice parisienne" armée qui se chargea de contrôler et d'orienter l'insurrection populaire spontanée. Ce phénomène de "double pouvoir" - d'un côté le pouvoir légal, paralysé par l'influence de la contre-révolution, de l'autre les formes d'organisation insurrectionnelles des masses plébéiennes - se retrouvera par la suite entre "Commune" et Assemblée, "Commune insurrectionnelle" et Convention, "Comité central des Sections" et Comité de salut public. A chaque fois les autorités s'efforcèrent une fois la crise résolue de dissoudre ou plus vite ces organismes extra-légaux ou de les rendre inoffensifs en les officialisant. En étant l'expression plus directe des couches inférieures de la société ils représentaient en effet la menace de devenir les instruments d'intérêts de classe antagonistes aux intérêts bourgeois.

Le troisième enseignement évident des événements de l'été 1789 est que la révolution anti-féodale, bourgeoise, ne peut réussir sans l'action, décisive, des classes les plus opprimées de la société: prolétariat, petite paysannerie, couches inférieures de la petite-bourgeoisie. La véritable insurrection paysanne qui éclate dans les campagnes après la chute de la Bastille est le secret de la fameuse "nuit du 4 août" où la noblesse renonça "généreusement" à ses privilèges: il s'agissait littéralement de faire la part du feu, de sauver ce qui pouvait l'être en espérant désarmer l'insurrection paysanne par la renonciation à certains droits féodaux. Il faudra en réalité d'autres vagues d'incendies de châteaux pour que les "Représentants du peuple" (de la bourgeoisie en fait) se résolvent à supprimer tous les droits féodaux et à liquider la propriété foncière féodale. Tout en s'appuyant sur ces classes pour vaincre la contre-révolution, la bourgeoisie prendra bien garde à les contrôler et à se protéger d'elles.

Les aspirations paysannes les plus radicales prendront par exemple la forme de la revendication de la "loi agraire", c'est-à-dire le partage égal entre tous de la terre. Bien que cette revendication soit des plus minoritaires, la bourgeoisie, alarmée y vit une attaque directe contre la propriété privée en général: la Convention publia un décret punissant de la peine de mort toute propagande en faveur de la loi agraire.

Lors de la prise de la Bastille les éléments populaires et prolétariens étaient au premier rang, ainsi qu'en témoigne l'état-civil des victimes; sur près de 100 morts, plus de 30 laissaient une famille absolument sans ressources. Quelques mois plus tard, les ouvriers charpentiers accusaient leurs patrons de s'être cachés ces jours-là, alors qu'eux mêmes étaient aux premiers rangs des combats.

Le rôle des prolétaires apparaît cependant avec plus de netteté dans les autres journées révolutionnaires de l'été: "journées de septembre" et "journées d'octobre". Après avoir cédé en juillet, la Cour refusait d'accepter les attaques contre la féodalité constituées par les décrets d'août et la déclaration des droits de l'homme. L'Assemblée constituante redoutait d'engager le combat contre le Roi et paraissait s'acheminer vers l'élaboration d'une constitution conservatrice. Une nouvelle fois, les masses plébéiennes et prolétariennes seront la force qui résoudra la crise et vaincra la réaction. Pendant l'été l'agitation sera alimentée par les difficultés économiques. Pour la première fois depuis le début de la révolution certaines catégories de salariés commencent à s'organiser pour obtenir des augmentations de salaire: ouvriers tailleurs, perreux, cordonniers. Mais c'est une catégorie particulièrement défavorisée du prolétariat qui est à l'avant-garde du mouvement: les femmes des quartiers populaires. Elles envoient de multiples délégations aux autorités pour protester contre le prix du pain, la base de l'alimentation des classes inférieures. En octobre, à la suite de diverses manifestations réactionnaires de la Cour l'effervescence est à son comble et une manifestation de femmes demande à la "Commune" (successeur du "Comité permanent") de marcher sur Versailles. La milice bourgeoise tente de disperser les femmes, mais celles-ci s'arment, s'emparent de canons. Alors que les élus de la Commune tergiversent les femmes se mettent en route: cette fois, à la différence du 14 juillet, l'organisation se traînera derrière l'insurrection qui ne respectera ni "l'inviolabilité" de la personne du Roi, ni celle de l'Assemblée. Les journées d'octobre marquent la fin de la première phase de la révolution. Débarassée du danger immédiat de contre-révolution aristocratique, la bourgeoisie va essayer de créer une monarchie constitutionnelle dont la base sociale reposait sur un compromis avec les anciennes classes dominantes politiquement déçues, mais non abattues.

Le symbole en sera la fête de la Fédération, le 14 juillet 1790. Première des fêtes du 14 juillet, la fête de la Fédération en fixera à jamais la nature mensongère, puisqu'elle se verra la célébration de la concorde nationale et de l'unité de tous les français. En choisissant au siècle dernier le 14 juillet comme date de la fête nationale, la bourgeoisie fera expressément référence à la fête de la Fédération. Mais toutes les fêtes ne peuvent empêcher la lutte des classes et il ne se passera que quelques mois avant que ne se déchire cette fausse unité et que les représentants de la bourgeoisie ne soient contraints à poursuivre la révolution.

## DEVELOPPEMENT DES LUTTES DES CLASSES ET PERMANENCE DE LA REVOLUTION

La période de stabilisation est placée sous le signe de la déclaration des droits de l'homme et d'une constitution qui assure le triomphe politique de la bourgeoisie.

Le droit de vote est réservé aux "citoyens actifs", c'est-à-dire à ceux qui sont capables de payer un impôt suffisant (ils sont près de 4 millions); ils élisent des "électeurs" choisis parmi ceux qui payent un impôt plus élevé. Ces électeurs élisent les membres des administrations locales et les députés; A leur tour, pour être élus les députés doivent disposer d'une fortune plus élevée et payer un impôt environ 50 fois plus élevé que celui nécessaire pour être citoyen actif. Bien entendu, les droits politiques sont réservés aux hommes. L'esclavage est non seulement maintenu aux colonies, mais l'égalité des droits est refusée aux métis qui aspiraient eux aussi à devenir propriétaires esclavagistes. Tout ce savant édifice politique et juridique suffirait à lui seul à démontrer la nature de classe de la révolution.

Mais nous en avons une autre démonstration dans l'attitude des nouvelles autorités vis-à-vis des ouvriers. Au printemps 1791 un renouveau d'agitation ouvrière se fait sentir et l'Assemblée y répond par la loi Le Chapelier contre les "coalitions" ouvrières. Le 14 juin, plus de 500 maçons et charpentiers font paraître dans le journal de Marat une lettre contre leurs patrons:

"(...) Non contents d'avoir amassé des fortunes énormes aux dépens des pauvres manoeuvres, ces avides oppresseurs (...) ont poussé l'inhumanité jusqu'à s'adresser au législateur pour obtenir contre nous un décret barbare qui nous réduit à périr de faim."

Les ouvriers affirment que ce sont eux qui ont fait la révolution:

"Ces hommes vils, qui dévorent dans l'oisiveté le fruit de la sueur des manoeuvres et qui n'ont jamais rendu aucun service à la Nation, s'étaient cachés dans les souterrains les 12, 13 et 14 juillet. Lorsqu'ils ont vu que la classe des infortunés avait fait seule la Révolution, ils sont sortis de leurs tanières pour nous traiter de brigands; puis, lorsqu'ils ont vu les dangers passés, ils ont été cabaler dans les districts pour y raccrocher des places, ils ont pris l'uniforme et les épaulettes; aujourd'hui qu'ils se croient les plus forts, ils voudraient nous faire ployer sous le joug le plus dur; ils nous écrasent sans pitié et sans remords..."(2).

Au delà de la dénonciation de quelques patrons c'est l'attitude de toute une classe qui est ici décrite. Et la lettre se termine par l'affirmation de la déception des ouvriers: "... faites valoir nos justes réclamations dans ces moments de désespoir où nous voyons nos espérances trompées; car nous nous étions flattés de participer aux avantages du nouvel ordre des choses, et de voir adoucir notre sort..."

Marx écrit à ce sujet:

"Dès le début de la tourmente révolutionnaire, la bourgeoisie française osa dépouiller la classe ouvrière du droit d'association que celle-ci venait à peine de conquérir. Par une loi organique du 14 juin 1791, toute concertation entre les travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs fut stigmatisée "d'attentat contre la liberté et la déclaration des droits de l'homme", punissable d'une amende de 500 livres, jointe à la privation pendant un an des droits de citoyen actif. Ce décret qui, à l'aide du Code pénal et de la police, trace à la concurrence entre le capital et le travail des limites agréables aux capitalistes, a survécu aux révolutions et aux changements de dynasties. Le régime de la Terreur lui-même n'y a pas touché. Ce n'est que tout récemment qu'il a été effacé du Code pénal; et encore avec quel luxe de ménagement! Rien qui caractérise ce coup d'Etat bourgeois comme le prétexte allégué."

Le rapporteur, membre de l'ancien groupe de la gauche du Tiers état, reconnaît que le bas niveau des salaires confine les travailleurs à une situation proche de l'esclavage.

"Néanmoins il est, d'après lui, "instant de prévenir le progrès de ce désordre", savoir: "les coalitions que forment les ouvriers pour faire augmenter le prix de la journée de travail", et pour mitiger cette dépendance absolue qui est presque celle de l'esclavage. Il faut absolument le réprimer, et pourquoi? Parce que les ouvriers portent ainsi atteinte à "la liberté des entrepreneurs de travaux, les ci-devant maîtres" et qu'en empiétant sur le despotisme de ces ci-devant maîtres de corporation - on ne l'aurait jamais deviné - ils "cherchent à recréer

## LA REVOLUTION FRANCAISE ET LES DEBUTS DU MOUVEMENT OUVRIER (1)

les corporations anéanties par la révolution" (3).

La révolution est faite pour la liberté des bourgeois; cependant la suite des événements contraindra les révolutionnaires bourgeois à imposer pour le salut du nouvel ordre social des restrictions à cette liberté et à se tourner à nouveau vers ces classes inférieures aussi méprisées que redoutées.

La stabilisation se révélait de plus en plus impossible alors que les insurrections paysannes contre les privilèges et la propriété féodales se développaient, que se fortifiaient les forces de la contre-révolution. Une partie du clergé, à l'exemple du pape qui avait condamné les droits de l'homme et la vente des biens de l'Eglise, refusait de prêter serment à la constitution. L'émigration constituait des foyers contre-révolutionnaires à l'étranger tandis que la Cour complotait tant avec

les monarchies étrangères qu'avec les chefs de l'armée, tous issus de la noblesse. Même après la fuite du roi et son arrestation à Varennes, l'Assemblée se rangea presque unanimement à l'avis de Barnave: "Allons nous terminer la révolution, allons nous la recommencer ? (...) Un pas de plus serait un acte funeste et coupable, un pas de plus dans la ligne de la liberté serait la destruction de la royauté, dans la ligne de l'égalité, la destruction de la propriété." Auparavant le même Barnave, pour défendre La Fayette, suspecté de complicité avec le roi, avait mis en avant la nécessité de défendre "l'ordre public", en rappelant la prise de la Bastille: "Vous vous rappellerez qu'alors le premier mouvement fut donné par une classe peu réfléchie, facilement entraînée et que des désordres en furent l'effet. Le lendemain, les hommes pensants, les proprié-

taires, les citoyens véritablement attachés à la patrie s'armèrent, les désordres cessèrent, les actes véritablement civiques leur succédèrent et la France fut sauvée. Telle est la marche que nous devons prendre"(4).

Mais les éléments de l'extrême gauche bourgeoise protestaient et demandaient la destruction de la monarchie. Barnave écrit dans ses Mémoires: "Paris, qui depuis le départ du roi n'avait cessé d'offrir le tableau le plus imposant, fut menacé de quelques troubles à l'approche de la délibération qui devait se prononcer sur l'inviolabilité; (...) on était parvenu à soulever un assez grand nombre d'ouvriers occupés aux différents ateliers près de Paris, gens qui, quoique sans propriété, la plupart sans patrie connue, et souvent, à ce qu'on avait cru jusqu'alors, sans lumières politiques, parurent cependant attacher un grand intérêt à la punition du tyran. (...) les Jacobins s'indignèrent; ils proclamèrent hautement l'insurrection, ils admirèrent dans leur sein une multitude d'ouvriers, qu'ils appelèrent la Nation et les incitèrent à la révolte." En

fait les Jacobins, paralysés par leur respect de la constitution, ne songeaient pas à l'insurrection et ils repoussèrent même une motion demandant la destruction de la monarchie. Le 17 juillet 1791 une foule s'assembla au Champ-de-Mars pour signer une pétition contre la décision de l'Assemblée d'absoudre le roi. Les Gardes nationales sous le commandement de La Fayette ouvrirent le feu, faisant plusieurs dizaines de morts. Une répression brutale suivit, la "petite terreur bourgeoise" ou la "terreur tricolore".

La bourgeoisie modérée n'y gagna que quelques mois de répit. Le déclenchement de la guerre et les premières défaites, les difficultés économiques et sociales ne laissèrent bientôt d'autre choix que de faire ce pas en avant redouté, de continuer la révolution. Le 17 juillet 91 apparut comme la répétition de l'insurrection victorieuse du 10 août 92, qui permettra de décréter la République.

(A suivre)

## EN MARGE DES GREVES DANS L'ENSEIGNEMENT

La réforme Jospin devait sans aucun doute être un point fort de l'action du gouvernement PS. Comme elle avait très probablement été préparée avec le concours des bonzes de la FEN, le gouvernement s'attendait à ce que cette réforme soit bien accueillie par les enseignants. Rocard n'avait pas hésité à affirmer que l'enseignement est la priorité n°1 de son gouvernement et il avait même devancé Jospin dans l'annonce du projet afin d'en recueillir tous les bénéfices.

On connaît la suite: mécontentement quasi général des enseignants, la FEN contrainte d'organiser des grèves pour ne pas être débordée par les coordinations, reculs de Jospin, négociations entre compères ministre et bonzes, propos "apaisants" de Mitterrand...

Nous n'avons pas l'intention de faire ici une analyse détaillée de cette énième réforme, mais plutôt de rappeler les points de principe fondamentaux du communisme sur le sujet.

L'Ecole est une institution importante de la société capitaliste puisqu'elle a pour tâche de préparer au mieux la jeunesse à occuper sa future place, qui dans la classe ouvrière, qui dans les couches moyennes, qui parmi la classe dirigeante. Il s'agit donc d'une institution de classe qui disparaîtra avec la société bourgeoise.

L'Ecole n'est pas neutre vis-à-vis de la société bourgeoise et de la lutte des classes. Elle diffuse une idéologie humanitariste bourgeoise de démocratie, de paix sociale et de croyance au progrès. Elle inculque la discipline, le respect du savoir et de l'autorité. Elle forme les individus - ou essaye de les former - au moment où ils sont le plus malléable, à devenir des citoyens dociles, respectueux et crédules.

L'Ecole n'est pas neutre vis-à-vis des classes. Les différences d'orientation selon l'origine sociale sont moins nettes que dans les pays où les études sont franchement payantes. Mais "l'égalité des chances" est illusoire. Les mécanismes d'orientation aboutissent "naturellement" à ce que les fils d'ouvriers se retrouvent ouvriers, les fils de cadres, cadres à leur tour, etc. Quant aux fils de bourgeois, la fortune de leurs parents supplée à tous leurs problèmes scolaires éventuels pour leur assurer une bonne situation dans leur classe d'origine.

Cette "égalité des chances" ou démocratisation de l'Ecole est l'objectif avoué de tous les réformateurs sociaux. Supposons qu'il devienne réalité: la société de classes en serait modifiée en rien. Seulement les enfants les plus doués des prolétaires pourraient facilement devenir des petits-bourgeois (et même des bourgeois). Bel idéal de conservation sociale ! A l'heure actuelle, cela existe, comme exception et non pas évidemment comme règle, mais ces exceptions nourrissent les espoirs d'ascension sociale. Réformistes et bourgeois savent que ces espoirs ne se concrétisent que pour quelques individus; mais comme ils n'ignorent pas la puissance de ces espoirs et leur utilité pour l'ordre bourgeois, ils font tout leur possible pour les alimenter et faire croire que l'Ecole peut être un moyen pour les fils et filles de travailleurs d'échapper à leur condition sociale.

Mais l'Ecole ne peut pas plus que les autres institutions de l'Etat planer au dessus des classes. Pas plus que l'Etat, l'Ecole ne peut être transformée par des réformes pour se mettre au service de la classe ouvrière. En réalité les seules réformes possibles et les seules réellement envisagées sont celles qui adaptent l'Ecole

aux évolutions de l'appareil productif capitaliste.

Il en découle que lier les revendications des enseignants à des revendications de type pédagogique est faire oeuvre de collaboration de classe dans l'écrasante majorité des cas. Les enseignants (surtout les instituteurs) perdent de plus en plus leur ancien prestige de dispensateurs du savoir, pour devenir des salariés comme les autres. Perdant un statut "privilégié", ils gagnent la possibilité de constater que leurs revendications sont de même nature que celles des travailleurs de la Fonction Publique et que leurs luttes peuvent et doivent rejoindre les leurs.

Les revendications des enseignants doivent donc être orientées selon des principes de classe: **réduction de la charge de travail, refus des heures supplémentaires, défense du salaire, augmentations uniformes pour tous, unité avec les catégories inférieures, personnel non enseignant y compris, titularisation des auxiliaires et précaires, lutte contre les divisions, les hiérarchies, les grades, et bien sûr le salaire "ou mérite"**.

Des revendications de ce type pourraient servir de plate-forme pour une lutte générale des salariés de l'Ecole. Dans cette lutte le soutien ne doit pas être recherché auprès des parents d'élèves en général, mais auprès des travailleurs pour qu'ils manifestent une solidarité de classe, en attendant que soit possible une lutte générale de tous les prolétaires.

Cette orientation est radicalement différente de celle du collaborationnisme des syndicats. Elle implique donc une rupture pratique, organisationnelle et politique avec toutes les forces du réformisme et de la paix sociale.

## LA FONCTION DE L'EDUCATION BOURGEOISE

La fonction idéologique de l'éducation bourgeoise est le plus souvent masquée: si le rôle des instituteurs de la troisième république ne permet aucun doute quant à la signification accordée par la bourgeoisie française à l'obligation de l'enseignement: création d'une cohorte plébéienne de bons patriotes revanchards et chauvins, respectueux du chef d'entreprise et de l'Etat (cf à ce propos les manuels de "morale" de l'époque), l'enseignement actuel paraît largement moins politisé, plus "objectif" et soucieux d'un maximum de neutralité idéologique.

En fait, il ne fait que traduire par le mode de penser idéaliste et élitiste que l'on transmet l'idéologie spontanée des classes dominantes: il suffit de s'adresser à l'un de ces honnêtes serviteurs de l'Education nationale que sont les professeurs de lettres, d'histoire et de philosophie, pour mettre aussitôt à jour cette crasse intellectuelle que représente leur conception du monde, sorte de bouillie mélangée d'empirisme vulgaire, de démocratie plat et de moralisme impénitent.

Présenter en effet dans les matières littéraires les multiples tendances intellectuelles et écoles de pensée, bref, l'histoire des idées, sans référence aucune aux conditions socio-culturelles dont elles ne sont que l'émanation abstraite et le reflet plus ou moins décalé mais toujours expressif, c'est donner dans la vieille vision idéaliste dégagant les courants idéologiques de leur signification de classe; c'est également noyer l'histoire réelle dans le mythe de la "culture nationale"; c'est surtout contribuer à former un mode de pensée qui perçoit dans l'apparent élec-

tisme de l'histoire des idées, un gage de la juste neutralité et le bien fondé de la démocratie reconnue comme l'unique système politique et idéologique fondant le droit de chacun à... l'empirisme le plus borné appelé popmpeusement "liberté de pensée".

Présenter les disciplines dites "scientifiques" comme des sciences autonomes, hors du sous-sol social, de la production, dans leur sol-disant et mythique fonction de "libre recherche désintéressée", c'est masquer l'origine et la finalité réelles de ces outils abstraits se développant sur la base du système social capitaliste qui leur pose les questions matérielles dont elles assument les réponses technologiques; c'est contribuer à taire la tyrannie qu'un mode de production insensé exerce sur la société toute entière et en particulier par l'asservissement des sciences à la rotation du capital et au cycle de sa reproduction; enfin c'est nier le fait que les immenses ressources actuelles du savoir susceptibles d'être placées à la disposition de l'humanité afin de la décharger d'une partie de son fardeau, sont irrémédiablement et quotidiennement dilapidées et sacrifiées au fétiche de la marchandise et de l'argent.

Quant à la fonction politique de l'éducation bourgeoise, elle est évidente. Sur la base d'une égalité fictive entre les classes, elle prétend offrir à chacun la même possibilité d'accéder aux sinécures et aux bonnes places par la valorisation du mérite personnel et par delà les inégalités de la naissance. Surtout, il s'agit de faire miroiter aux yeux de la classe ouvrière cette possibilité de parvenir à ce qu'on appelle la promotion sociale. Ainsi l'éducation

va dans le sens d'une intégration aux perspectives économiques et aux valeurs de la bourgeoisie, l'enseignement pour tous assurant aux fils de la nation la possibilité d'accomplir leur vocation de bons et loyaux citoyens.

(...) Les communistes marxistes ont un programme invariant et clair depuis le Manifeste de 1848: ayant définitivement condamné le projet réformiste d'une conquête progressive et parlementaire du pouvoir d'Etat et de ses différences instances, ils orientent leur propagande dans le sens de la nécessaire destruction de la société bourgeoise et de son fondement économique, le mercantilisme.

C'est au parti de classe international de regrouper l'avant-garde ouvrière sur la base de son programme, du matérialisme historique et des principes du communisme révolutionnaire.

C'est à la dictature du prolétariat qu'incombera la tâche exaltante de tracer la voie de l'organisation rationnelle des rapports entre les hommes sur le fond de la liquidation de l'actuelle division du travail, revendiquée par l'opportunisme comme un clivage "naturel", opposant le travail manuel au travail intellectuel. C'est pourquoi comme l'écrivait Marx voici déjà plus d'un siècle:

"L'éducation de l'avenir unira pour tous les enfants au dessus d'un certain âge le travail productif avec l'instruction et la gymnastique et cela non seulement comme méthode d'accroître la production, mais comme la seule et unique méthode de produire des hommes complets"

(extrait d'un article du "Prolétaire" No 134)

- (1) "Misère de la philosophie", Ed. Soc., p.178  
 (2) cf Jaurès "Histoire socialiste de la révolution française", tome 1 (2), p.295.  
 (3) "Le Capital", livre 1, "La Législation sanguinaire contre les expropriés à partir de la fin du XVe siècle", Ed. Sociales, p.540.  
 (4) Jaurès, op. cit., p.400 et Soboul, "La révolution française", Ed. Gallimard, p.224.

## LE PLAN NOUVEAU EST ARRIVE!

Les plans passent et la dette reste. La dette des pays en voie de développement est un des premiers soucis du capitalisme international et des impérialismes dominants, tant elle mine la relance économique sur une bonne moitié du monde, tant elle fragilise les équilibres financiers déjà difficiles et tant elle est la source de violentes réactions du prolétariat et des masses laborieuses contre l'austérité que leur imposent le FMI, les banques mondiales et derrière eux, l'impérialisme occidental.

En 1985, James Backer, devant l'incapacité des pays débiteurs à rembourser leur dû et face au refus des banques centrales de continuer à alimenter un marché financier complètement pourri, avait lancé un grand renfort publicitaire destiné à mystifier le prolétariat international, un "plan" consistant à demander aux banques privées de prendre la relève des institutions centrales, comme le FMI. Quel génie tout de même!

Que faire en effet quand des pays entiers sont au bord de la faillite, que le Mexique par exemple et malgré ses richesses pétrolières refuse en 1982 de rembourser ses dettes, sinon de lui prêter encore de l'argent frais pour leur permettre - avec ce nouveau crédit - d'éponger la vieille dette, en entraînant ainsi ces pays dans une spirale de dettes infernales.

Mais le plan miracle se révèle être un fiasco. Prêter pour rembourser d'autres dettes? Non, les banques ont préféré jouer sur les créances qu'elles ont sur les pays pour les vendre ou acheter au rabais, histoire de "répartir les risques", mais évidemment sans accorder ce même rabais aux débiteurs qui continuent de payer principal et intérêts sur la valeur initiale de l'emprunt.

Le fiasco du plan Backer est donc total. Alors que faire? L'Algérie compte ses morts, le Venezuela aussi, et pourtant c'était le paradis économique d'Amérique latine. Toutes ces victimes sont tombées sous les balles exigées par le FMI.

L'alerte est donnée, l'ordre est en danger. L'impérialisme et ses banquiers se métamorphosent de requins en brebis. Le plan nouveau est arrivé. Mitterrand le souffle à l'oreille de Brady, nouveau secrétaire américain au Trésor, qui après quelques hésitations l'annonce au monde entier. La solution, dit-il, passe par la réduction de la dette.

L'exercice ne devrait pas présenter trop de difficultés pour nos banquiers subitement pris de générosité, puisque une partie de la dette est déjà passée comme perte dans les bilans. C'est donc celle-ci, qui n'est déjà plus payée, qui sera réduite officiellement. Les autres dettes, le gros paquet, devront continuer à être remboursées, et ce sont celles-ci qui provoquent les plans d'austérité draconiens.

Encore une fois, à défaut de pouvoir résoudre le problème, le nouveau plan Brady jette de la poudre aux yeux. Mais pour faire avaler aux prolétaires des pays endettés la couleuvre que représente la hausse de 3,7% du taux de référence des prêts internationaux, il faut beaucoup de poudre: rose pour les illusions, noire pour les fusils.

# REPONSE A UNE POLEMIQUE LE CCI CONTRE L'ORGANISATION DE LA CLASSE OUVRIERE

Dans son n°177 (mars 89) "Révolution Internationale" (organe du Courant Communiste International) engage une "polémique avec le PCI ("Programme")" sous le titre: "On ne soutient pas les coordinations, on les combat !"

Nous signalerons d'abord au rédacteur de "R.I." que nous n'avons rien à voir avec le "Parti communiste internationaliste", organisation trotskyste tristement célèbre. Notre courant se présente, depuis déjà quelques décennies, sous l'appellation P.C. International, appellation qui fait référence à ce que voulait devenir l'Internationale communiste tout en soulignant la nécessité selon nous primordiale de l'organisation des communistes en parti et en parti international plutôt qu'en "Courant", "Bureau", "Mouvement" ou quelque autre forme que ce soit d'organisation plus ou moins bien définie et de contacts internationaux plus ou moins lâches.

Si R.I. lit de travers notre sigle, on peut s'attendre qu'elle fasse preuve de la même absence de sérieux dans la critique de nos positions; c'est d'ailleurs une méthode à laquelle ce groupe nous a habitués.

Selon R.I. donc, nous ferions "écho à la mystification bourgeoise selon laquelle les coordinations constitueraient la forme de lutte enfin trouvée", nous participerions, à notre "modeste niveau"-la modestie n'est certes pas un défaut qu'on peut reprocher au CCI-"au renforcement des illusions dans la classe et au soutien des manoeuvres de la bourgeoisie", et ainsi de suite.

Nous nous sommes bien gardés de prétendre que les coordinations seraient "la forme de lutte enfin trouvée", ne serait-ce que parce que nous ne confondons pas forme d'organisation et forme de lutte. Et il serait stupide d'idéaliser ces formes d'organisation qui ne sont qu'une première et encore confuse manifestation de la tendance du prolétariat à recouvrer ses armes de lutte et à s'organiser de manière indépendante des appareils de collaboration de classe. Le chemin sera long, ponctué de dures batailles contre la bourgeoisie, et aussi, en son propre sein, contre toutes les fausses alternatives, avant que le prolétariat soit capable de reconstruire des organisations de classe, ouvertes à tous les travailleurs mais fermées à l'influence bourgeoise, pour les luttes de défense économique et "immédiates". Il n'est pas possible de prévoir aujourd'hui la forme de ces organisations qui seront créées par la classe ouvrière selon les conditions concrètes de la lutte des classes.

Mais ce qu'il est possible de prévoir et ce que nous répétons avec tout le marxisme, c'est le besoin, de plus en plus pressant au fur et à mesure que s'agissent les contradictions sociales, de l'association-

nisme ouvrier. La classe ouvrière ne pourra jamais engager avec quelques chances de succès la lutte politique contre la bourgeoisie si elle n'a pas la force de lui tenir tête dans la guerrilla quotidienne pour ses revendications économiques élémentaires. Pour cette guerrilla quotidienne, et à fortiori pour de grandes batailles, une organisation indépendante de classe est nécessaire, organisation, qui dans la saine conception marxiste, doit être une "école de guerre du communisme". Dans un exposé au Conseil général de la première Internationale, Marx dit: "Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du capital. Ils manquent en partie leur but dès qu'ils font un emploi peu judicieux de leur puissance. Ils manquent entièrement leur but dès qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant, au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de se servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est-à-dire pour l'abolition définitive du salariat"(1).

Le marxisme est bien conscient que les organisations de défense économique du prolétariat courent le risque de sombrer dans l'adaptation opportuniste à l'état de choses existant (ou de "se réfugier sous l'aile de la bourgeoisie" comme disait Lénine); Marx n'a cessé de lutter contre le réformisme des dirigeants des trade-unions anglaises. La conclusion n'est pas qu'il faut tourner le dos à ces organisations, mais que l'action en leur sein des révolutionnaires est indispensable pour qu'elles ne "manquent pas leur but", pour qu'elles servent de "levier" à la lutte d'émancipation, de "courroie de transmission" du parti de classe.

Dans une situation qui est encore très loin de permettre la mise en pratique de ces principes, le rôle des communistes n'en reste pas moins de contribuer à tout pas en avant vers la rupture avec le collaborationnisme politique et syndical et vers la reprise des méthodes et des moyens de lutte et d'organisation de classe. Le phénomène des coordinations, des piquets et comités de grève, etc., de ces derniers mois est un signe encourageant de la difficulté grandissante rencontrée par le collaborationnisme pour encadrer la classe. Les limites de ces organismes sont le reflet des faiblesses du prolétariat qui n'a pas encore émergé de plus de 60 ans de contre-révolution et qui ne peut le faire du jour au lendemain. Elles sont donc inévitables, ce qui ne veut pas dire qu'il faut s'y résigner ni encore moins les encenser. Elles doivent être au contraire combattues, et pas seulement en rappelant les principes généraux de la lutte de classe et du communisme, mais surtout en montrant en quoi

elles sont des obstacles pour la lutte elle-même, en quoi le corporatisme, le légalisme, les divisions de toutes sortes, l'absence d'organisation, etc., sont des facteurs de défaite dans l'affrontement avec les patrons ou l'Etat.

Ce n'est absolument pas cette conclusion que tire R.I., qui, en quelque sorte, jette le bébé avec l'eau du bain. Puisque les coordinations se font manoeuvrer, puisqu'elles se laissent magouiller par les gauchistes, puisqu'elles refusent les propositions du CCI, alors il faut combattre les coordinations ! Plus fort encore, le CCI dénonce ces organismes comme ... de pures et simples créations de la bourgeoisie pour égarer les travailleurs ! (2). L'absurde logique du CCI l'amène à s'opposer aux efforts combien difficiles d'organisation des prolétaires, et même aux mouvements de grève, sous le prétexte que les gauchistes, les syndicalistes, la bourgeoisie, occupent le terrain. Après avoir impulsé sans résultat cet hiver un "comité pour l'extension des grèves" le CCI a appelé les travailleurs à désertier le terrain de la lutte, occupé par l'adversaire, paraît-il. En effet, la lutte des infirmières "surgit avant-terme du morissement de cette situation" (situation de grèves généralisées-NDLR) "au moment choisi par la bourgeoisie (...). On est alors en mesure de comprendre que cette lutte (...) a constitué en fait une manoeuvre d'ampleur contre toute la classe ouvrière" (3). Cette grève était donc l'arme des trusts et nous ne l'avions pas compris...

Le spontanisme débridé du CCI le place en opposition directe aux besoins de réorganisation classiste du prolétariat. Dans son article, RI nous cite ("Le succès des mouvements futurs dépend de la capacité des travailleurs d'avant-garde à tisser entre eux des liens organisationnels durables, qui puissent résister aux coups de l'adversaire ainsi qu'aux inévitables reflux des luttes...") pour répliquer:

"les besoins de la classe ouvrière sont totalement à l'opposé de cette perspective qui consiste à vouloir réintroduire par la fenêtre de nouveaux syndicats, avec des habits neufs, alors que les ouvriers tentent de flanquer à la porte des luttes les syndicats traditionnels."

On voit ce que reproche le CCI aux syndicats actuels, ce n'est pas leur orientation de collaboration de classes, leur intégration dans l'Etat bourgeois, leur soumission aux impératifs capitalistes, c'est avant tout le fait d'être une organisation permanente de travailleurs ! En fanatique du spontanisme anarchisant, le CCI ne veut bien tolérer comme forme d'organisation que celle qui naît, vit et surtout meurt avec la lutte, condamnant ainsi les prolétaires à recommencer à chaque fois à partir de zéro le travail d'organisation indépen-

dante, face à des adversaires ouverts (ou de faux amis encore plus dangereux) qui, eux ne font pas la bêtise de se dissoudre entre les affrontements.

"Les économistes et les socialistes sont d'accord sur un seul point: c'est de condamner les coalitions (les syndicats-NDLR). Seulement ils motivent différemment leur acte de condamnation. (...) Les socialistes disent aux ouvriers: Ne vous coalisez pas, car au bout du compte, qu'est-ce que vous y gagnez ? (...) Les socialistes veulent que les ouvriers laissent la société ancienne, pour pouvoir mieux entrer dans la société nouvelle qu'ils leur ont préparé avec tant de prévoyance (...).

Malgré les uns et les autres, malgré les manuels et les utopies, les coalitions n'ont pas cessé un instant de marcher et de grandir avec le développement et l'agrandissement de l'industrie moderne." (Marx, "Méthode de la philosophie")

Autrefois les "socialistes" repoussaient les luttes économiques et conseillaient aux ouvriers de se détourner des organisations de défense économique. Ils dédaignaient aussi les luttes politiques car la classe ouvrière devait selon eux conserver ses forces intactes pour le passage à la société socialiste. Marx les qualifiaient ces groupes de sectes car ils s'opposaient au mouvement réel du prolétariat au nom de leurs utopies.

De nos jours le CCI exhorte à la lutte-à condition qu'elle soit massive, générale, sans gauchistes, syndicalistes ou autres bourgeois. Sinon il appelle les ouvriers à se détourner de ces luttes impures et surtout il leur conseille de se détourner de toute organisation véritable des luttes. L'idéologie spontaniste le conduit à s'opposer aux efforts du prolétariat: c'est bel et bien une secte.

Le CCI n'applique pas pour lui-même le judicieux conseil de rester amorphe et inorganisée qu'il adresse à la classe ouvrière. C'est regrettable. Mais de même que ses ancêtres, les sectes socialistes critiquées ci-dessus par Marx, n'ont pu empêcher les coalitions, de même le CCI ne pourra empêcher la renaissance de l'organisation en classe, donc en parti, du prolétariat.

(1) cf "Travail salarié et capital", p. 110.

(2) Le CCI ne voit partout que manoeuvres machiavéliques de la bourgeoisie mondiale pour obscurcir la conscience des ouvriers à l'offensive... depuis 20 ans.

(3) article cité. cf aussi "Le Prol." n°399. Remarquons au passage que le CCI ignore la différence entre "prolétaire" et "ouvrier" (alors que "classe ouvrière" et "prolétaire" sont synonymes pour le marxisme), c'est-à-dire entre une caractérisation marxiste et une catégorie sociologique: les infirmières se transformant par la puissance du verbe du CCI en ouvriers !

## YUGOSLAVIE: CONTRE LE NATIONALISME, CONTRE LE CHAUVINISME, CONTRE LE RACISME LA SEULE POSITION PROLETARIENNE EST POUR L'UNITE DE CLASSE.

( Suite de la page 1 )

40% et le pouvoir d'achat - donc le salaire réel - a chuté de 6%. Le phénomène se répète ainsi chaque année et se combine avec une montée du chômage, officiellement coté à 15%, soit 1,2 millions de prolétaires, mais certainement supérieur si l'on tient compte que bon nombre d'emploi ne sont que des situations de fortune. En 1988, alors que l'Etat "planifiait" une inflation à 95%, les prix montaient de 200% et les salaires réels chutaient encore une fois d'au moins 12%. Pour 1989, les autorités parlent elles-mêmes de 400% d'inflation, quand d'autres articulent même 1000%.

Pour remonter la pente, le "socialisme autogestionnaire" a fait grimper son endettement et siège aujourd'hui avec cette multitude de pays économiquement faibles qui sont placés sous la tutelle du FMI, représentant général des intérêts de l'impérialisme, qui classe d'ailleurs la Yougoslavie parmi les "bon élèves", puisque non seulement elle rembourse ses dettes sans réchelonement, mais aussi elle n'attend pas pour bloquer les salaires nominaux et diminuer les subventions aux produits de premières nécessités que le FMI lui en fasse conseil. La dette s'élève ainsi à 20 milliards de dollars pour un PNB qui était de 41,7 milliards de dollars en 1987, soit pratiquement la moitié de celui-ci.

L'extrême dépendance de la Yougoslavie avec le marché mondial, lui impose de soutenir une concurrence accrue; les exportations représentent 20 à 22% du PNB (contre 18% en France) et mettent ainsi vraiment la Yougoslavie à la merci

des aléas du commerce international, où, même si les chiffres et les taux d'accroissement actuels font rosir de volupté les chantages inconditionnels du capitalisme, les capitalistes ne maintiennent leur position qu'en renforçant sans répit leur compétitivité, autrement dit la productivité du travail.

Mais dans ce pays de multiples nationalités, où l'Etat capitaliste s'est formé sur la base d'une décentralisation des pouvoirs et d'une grande autonomie des régions, la crise ne s'est pas manifestée avec la même égalité partout. Les républiques les plus développées, celles qui sont en liaison plus étroites avec le marché occidental, la Slovénie et la Croatie, n'ont pas connu les mêmes rigueurs que les républiques moins développées comme l'Albanie. Les disparités sont devenues criantes, et attisent les tensions nationalistes; le Nord de l'ancien empire austro-hongrois est riche tandis que le sud de l'ancien empire ottoman vit sur un niveau bien inférieur.

Le PNB par habitant au Kosovo est le quart de celui de la Slovénie. Le revenu moyen par habitant pour toute la Yougoslavie est de 2635 dollars, mais il recouvre une disparité énorme entre le Kosovo où ce revenu moyen tombe à 795 dollars et la riche Slovénie où il est de 5315 dollars soit plus de 7 fois plus. Le salaire moyen en Yougoslavie est de 235 dollars, mais de 180 au Kosovo et de 280 en Slovénie. Le taux d'analphabétisme est de 15,1% en moyenne nationale, mais de 31,5 au Kosovo et 1,2 en Slovénie.

Les chiffres du chômage reflètent les mêmes écarts, et, alors que la Slovénie ne connaît presque pas ce fléau,

des régions comme le Kosovo en sont les plus mortellement frappées.

La crise capitaliste a donc creusé un peu plus les écarts existants entre les provinces, exacerbant les contradictions sociales d'un côté et favorisant le réflexe de protection des privilèges de l'autre.

Sous l'égide de Tito, l'Etat, devant accorder le développement capitaliste avec cette forte disparité économique régionale héritée du passé historique et avec toutes les tensions nationalistes, adopta un système de compensation des richesses où par le biais de l'impôt central, les régions les plus faibles économiquement recevaient une aide des plus prospères. Mais ce système, loin d'apporter "la paix et la justice" ne fit qu'attiser la haine des républiques riches obligées de subvenir aux besoins de leurs consoeurs "incapables". Cette situation se fit particulièrement sentir dans le cadre des relations entre la Serbie et le Kosovo, puisque ce dernier, rattaché à la Serbie jusqu'en 1964 avec une très faible autonomie d'action, verra cette année-là aligner pratiquement ses prérogatives avec celles des autres républiques. Mais la nouvelle constitution n'allait pas jusqu'à accorder le statut de république au Kosovo, qui restait rattaché à la Serbie, bien que sous une forme très ténue. A partir de ce moment-là, la Serbie considérait - ô crime de lèse-nationalisme - devoir payer injustement des subsides à une autre république.

Pour résumer la situation générale interne de la Yougoslavie, on peut dire qu'elle est constituée par un arc nord de républiques et provinces bordant les

frontières d'Autriche, de Hongrie, de Roumanie et de la Bulgarie, plutôt constituées de plaines et avantageusement placées pour les échanges avec l'Europe de l'ouest et centrale, et par un arc de républiques bordant l'Adriatique, l'Albanie et la Grèce, plus montagneuses et nettement moins prospères que celles du nord. A cela s'ajoute que la seule population importante quant au nombre, d'origine non serbo-croate sont les albanais du Kosovo, et que la seule république qui ait eu, tout au cours de son histoire, la capacité à s'organiser comme puissance d'Etat, est la Serbie. Sa population ne s'arrête pas à ses frontières, mais est largement disséminée sur le territoire, accentuant le sentiment national serbe à être la nationalité dominante de Yougoslavie et à devoir user de cette domination (les Serbes se trouvent en nombre plus ou moins important en Croatie, en Bosnie-Herzégovine, en Vojvodine et au Kosovo).

Ce sont les Serbes qui au XIV<sup>ème</sup> siècle se sont opposés à l'envahissement ottoman et c'est au Kosovo en 1389 qu'ils plièrent militairement. Les Serbes entendent d'ailleurs fêter cette année cet événement quoiqu'il arrive et au Kosovo même, en dépit de la provocation que constituerait une telle commémoration. Les Serbes ont donc une vieille tradition militaire et sont la principale force hiérarchique de l'armée (en 1970, les Serbes représentaient 36,7% de la population, mais détenaient 57,4% des postes d'officiers de l'armée).

Les Albanais quant à eux (et selon la version serbe qui en donne l'écrivain Vuk Draskovic dans "Le Monde Diplomatique" d'avril 1989) seraient originaires

## YUGOSLAVIE

de l'Azerbaïdjan, et d'abord chrétiens ont été islamisés vers le VII<sup>ème</sup> siècle. Jointes aux troupes arabes dans leur conquête des Balkans, les albanais auraient ainsi rejoint les régions d'Albanie et d'Italie du sud dans leurs migrations guerrières. Mais telle n'est pas la version albanaise qui considère son peuple comme descendant des tribus anciennes d'Albanie. Les nationalistes serbes exploitent évidemment cette histoire ancienne de l'époque féodale pour attiser la haine du Serbe vis-à-vis de l'Albanais, le faisant considérer comme un ennemi ancestral à qui il faut aujourd'hui encore reprocher la destruction de la civilisation chrétienne serbe sur leur "terre de coeur" (le Kosovo). L'ouvrier albanaise doit donc toujours subir le reproche adressé à son ancêtre berger qui "descendait de la montagne" pour s'approprier par la force les terres des Serbes et sous la bannière de l'islam pour refouler les populations serbes (1).

A la fin de la deuxième guerre impérialiste, la seconde naissance de la Yougoslavie s'opéra en ce qui concerne la Serbie et le Kosovo, sur deux principes. Pour la Serbie les limites de son territoire restèrent en deça de ses revendications qui englobaient aussi les régions où les Serbes étaient nombreux, mais minoritaires. Cette limitation de l'emprise et du poids de la Serbie donnait ainsi le gage à l'URSS de Staline que ne se constituerait pas une force trop attractive dans les Balkans (mais la stratégie de la division pour régner, traduite dans l'autogestion, se retourna rapidement contre le centralisme de Moscou).

Pour le Kosovo qui manifestait en 1945 (2) la volonté de son rattachement à l'Albanie plutôt qu'à la Yougoslavie et où l'irréductibilité provoqua de nombreuses révoltes, la doctrine fut de le lier étroitement à la Serbie afin d'y assurer l'ordre et faire reculer l'influence nationaliste. Lorsque l'ordre fut rétabli, que le rattachement à la Yougoslavie devint un fait acquis matériellement et politiquement, l'Etat - pour faire face aux mouvements d'autonomie du Kosovo - attribua à cette région en 1974, avec la nouvelle Constitution, un statut encore plus proche de celui d'une république en le libérant de ses principaux liens avec la Serbie.

Voilà en bref pour le contexte historique et économique général.

Mais il serait bien faux de penser que les antagonismes entre ethnies en Yougoslavie sont toujours dus aux anciens rapports entre les populations ou mêmes aux rapports qu'elles ont eu lors et juste après la dernière guerre mondiale. Ce sont les bourgeoisies nationalistes qui exploitent à outrance l'histoire passée pour alimenter leur idéologie, rassembler autour d'elles le prolétariat et le combler de "vérités" faciles à digérer. En réalité la crise nationaliste qui ressurgit aujourd'hui en Yougoslavie et qui entraîne dramatiquement toute la classe ouvrière, trouve son énergie dans les contradictions capitalistes qui sont de surcroît amplifiées par la structure fédérale de l'Etat.

Jusqu'à un certain stade de son développement et dans une période historique de prospérité générale, donc d'accumulation large de capital, le système fédéral accordant une large autonomie économique aux républiques avait pu fonctionner sans que surgissent ou en les étouffant ces contradictions. Mais le fédéralisme a entraîné la mise en place de particularismes économiques (au niveau des taxes par exemple) dont la conséquence est l'entrave à la libre circulation des marchandises sur le territoire national et un développement très inégal des républiques.

Les républiques en sont venues à agir chacune comme une entité nationale capita-

liste, et à se protéger les unes des autres de leur concurrence réciproque.

L'émiettement des centres de décision économique et politique dans une période de crise où le capitalisme doit accélérer les processus de concentration de capitaux et donc de décision politique, financière et économique, entrave toute possibilité pour la Yougoslavie de tenir le moindre des objectifs anti-crise.

L'accroissement des rivalités entre les différents centres d'accumulation capitalistes paralyse la Yougoslavie. Il n'est donc pas étonnant que la plus forte composante de l'Etat tente de s'imposer pour le recentraliser et lui donner les moyens d'action centralisée qu'il n'a pas (3). La montée des luttes nationalistes ne saurait donc non plus être interprétée, ce qui s'entend dire ou se laisse lire parfois, comme un combat de chefs dans la succession de Tito, entre le Serbe Milosevic et le Slovène Milan Kucan par exemple.

Les Slovènes, quant à eux, pour justifier leur chauvinisme - c'est-à-dire pour défendre leurs privilèges sur les

autres républiques - invoquent même la démocratie et les Droits de l'Homme dont ils seraient les meilleurs dépositaires. Leur autonomie vis-à-vis du reste du pays est alors présentée comme une défense contre le totalitarisme et bureaucratisme socialiste.

La mobilisation serbe pour le retour du Kosovo dans la république centrale, exprime donc clairement la volonté d'une partie de la bourgeoisie nationale et l'exigence incontournable du capital de combattre la conservation des particularismes locaux qui furent nécessaires à la formation de l'Etat yougoslave en maintenant une cohésion nationale, mais qui entravent aujourd'hui la maîtrise de la situation économique.

**Mais à ces nécessités objectives d'homogénéiser le marché capitaliste, s'ajoutent celles de pouvoir contenir les poussées de la classe ouvrière yougoslave, particulièrement combattive.**

Les grandes grèves de 1987, qui ont éclaté après 7 ans de crise prolongée, où le pouvoir d'achat opérant une chute continue, où le chômage redoublait et la sécurité du travail se faisait de plus en plus précaire, ont montré que les prolétaires yougoslaves étaient capables de braver l'Etat et les patrons sur le terrain de la lutte de classe immédiate pour la défense de leurs conditions de vie. Rappelons qu'il y a deux ans, l'Etat avait décidé le gel des salaires alors qu'il augmentait le prix des produits de base, entraînant ainsi brutalement une chute de 20 à 50% du pouvoir d'achat des travailleurs. Les grèves s'étaient alors répandues dans tout le pays et touchaient toutes les catégories de prolétaires. Face à ce puissant mouvement de lutte, l'Etat dû reculer sur un certain nombre de mesures, même s'il devait les rétablir au moins partiellement et sous d'autres formes. Nous espérons alors que sur la base de ces luttes, le prolétariat tirerait les enseignements que face à l'Etat, fût-il "socialiste" et autogestionnaire, sa force principale résidait dans son homogénéité, dans sa lutte compacte, dans une même et unique volonté de combat et d'organisation, en un mot dans son unité. Nous espérons donc que ces luttes seraient un premier pas vers une unification des forces ouvrières et une première expérience à grande échelle pouvant entraîner par la suite d'autres luttes plus puissantes encore parce que mieux centralisées dans leur organisation.

Ces luttes en tout cas portaient un coup sérieux au mythe du socialisme autogestionnaire, où les ouvriers par le biais des comités d'entreprises et autres instances territoriales, sont amenés à gérer eux-mêmes les contradictions insurmontables du capitalisme. Elles mettaient brutalement à nu les rapports de classe du mode de production capitaliste, et le prolétariat apparaissait sans fard comme la classe productrice de plus-value, que le capital pressure avec violence.

Mais, désarticulée déjà par le système autogestionnaire qui fait des ouvriers objectivement des concurrents entre eux sur le marché, en les associant à la gestion de l'entreprise et donc à la concurrence entre elles, la classe ouvrière yougoslave doit faire face aux nationalismes de toutes tendances de sa bourgeoisie.

Il ne pouvait pas y avoir de situations plus favorables pour que la bourgeoisie yougoslave trouve de puissants dérivatifs à la lutte de classe véritable. Le nationalisme, voilà le piège tout prêt pour entraver le développement de la lutte du prolétariat sur son propre terrain, avec ses propres formes d'organisation et en construisant son unité de classe par delà les divisions nationales.

En avril 1987 avait déjà eu lieu - alors que les grèves pour l'augmentation des salaires étaient à peine terminées - une des premières manifestations sur le terrain des revendications nationalistes: celle des Serbes réclamant une meilleure reconnaissance de leur minorité, plus de droit et plus de pouvoir. Cette mobilisation servira ensuite à la Serbie pour justifier la "protection" qu'elle doit à l'encontre de cette "minorité co-nationale opprimée" et pour justifier sa prise en main du Kosovo.

La caractéristique des grèves d'il y a deux ans avait été justement de ne pas être localisées et confinées à telle ou telle région. Elles touchaient aussi bien les républiques riches que les plus pauvres. La mobilisation nationaliste aura eu l'effet escompté par ceux qui l'organisèrent: dévier rapidement la montée des luttes ouvrières sur le terrain inoffensif et idéal pour le capital parce qu'il ne touche pas à ses profits et fractionne, donc affaiblit le prolétariat dans de multiples antagonismes chauvins, voire racistes.

Il a surtout eu l'effet de désigner aux prolétaires le faux ennemi, non plus l'ennemi du capitalisme et de ses agents de la nomenklatura, du parti, de la bureaucratie, mais le soit-disant ennemi national des républiques voisines. Les prolétaires serbes et albanais se trai-

tent donc belliqueusement et mutuellement de tous les noms et s'accusent de tous les méfaits, vols, viols, assassinats, etc, tandis que le prolétaire slovène est poussé à se méfier du prolétaire serbe qui devrait le priver de ses plus grandes libertés, de ses privilèges économiques.

Mais cette renaissance des antagonismes nationaux n'est que formellement contradictoire avec la volonté de l'Etat de recentraliser le pouvoir politique et économique en diminuant les prérogatives des républiques.

En fait les deux aspects se complètent et agissent réciproquement l'une sur l'autre pour tendre au même but. La résolution des conflits nationaux - et en premier lieu celui du Kosovo et de la Serbie - permet justement cette plus grande centralisation de l'Etat en offrant à celui-ci, ou dans le cas particulier à la république la plus forte, la situation la plus favorable pour opérer par la seule méthode possible: celle de la force.

Les prolétaires yougoslaves doivent donc combattre avec résolution ce piège dans lequel la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie essayent - et réussissent pour l'instant - à le faire tomber, parce qu'il les met à la totale merci de pressions encore plus fortes du capital.

D'une certaine façon, la situation en Yougoslavie peut être comparée à celle de l'URSS et de ses propres tensions nationalistes entre les républiques elles-mêmes ou entre les républiques et Moscou. Comme dans le cas de la Russie, le combat contre l'embrigadement nationaliste que doit livrer la classe ouvrière (voir à ce propos notre article "La classe ouvrière et la question nationale en URSS" dans ce même journal), serait totalement abstrait s'il partait du principe simplificateur que la Yougoslavie étant un Etat capitaliste avancé où ont disparu les rapports pré-bourgeois de production, les questions d'ordre national ne se posent plus et que le prolétariat ne doit pas y prêter garde. Le prolétariat ne choisit pas le terrain que lui offre l'histoire et il ne peut pas - tout en poursuivant ses objectifs de constitution en parti de classe, de prise du pouvoir révolutionnaire et de dictature de classe - oublier et effacer l'existence de discrimination ou d'oppression nationales ou raciales dans le cadre même des nations capitalistes où dans les rapports entre elles.

Ce serait une grossière erreur d'indiquer aux prolétaires dans de telles situations la seule perspective de luttes sur un terrain purement prolétarien, en jetant aux oubliettes ces questions d'ordre national, soulevées par la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie dans leurs seuls intérêts de classes dominantes, mais dont sont victimes d'une façon ou d'une autre les prolétaires. Une telle attitude de cécité conviendrait certainement aux prolétaires de la partie nationale dominante en leur permettant de conserver les quelques privilèges acquis sur le dos de leurs frères de classe, mais certainement pas aux prolétaires de la partie nationale ou ethnique opprimée; elle serait d'un côté comme de l'autre un obstacle à l'unification de classe.

Ce qui nous intéresse en effet, et ce qui est notre stratégie et notre priorité c'est d'unir les rangs prolétariens entre les diverses catégories et nationalités et de briser les fronts interclassistes entre prolétaires et bourgeoisies d'une même nationalité. La lutte du prolétariat contre les discriminations nationales, raciales, ethniques, dans un cadre de pays capitaliste développé, c'est-à-dire la lutte pour l'égalité des langues, des droits, des conditions de travail et de vie en général, doit donc avoir obligatoirement ces deux sens pour ne pas tomber dans le soutien objectif à l'une des bourgeoisies dominantes ou dominées.

Pratiquement pour le cas de la Yougoslavie, l'attitude d'opposition au nationalisme bourgeois et petit-bourgeois que doivent prendre les prolétaires est, pour ce qui concerne les prolétaires de Serbie, de s'opposer sur des bases classistes (et non pas démocratiques) à la domination serbe sur les prolétaires albanais que la bourgeoisie serbe renforce aujourd'hui et de combattre dans leurs propres rangs le racisme anti-albanais qu'elle alimente. Cette attitude distancer et de se désolidariser de leur bourgeoisie et de ses revendications nationalistes et de tendre par la lutte sur le terrain de classe à forger des liens étroits avec les prolétaires serbes. Mais dans le cas des prolétaires albanais elle est aussi de combattre le racisme anti-serbe qui s'exerce sur la minorité serbe du Kosovo.

C'est en suivant la voie tracée par les grèves d'il y a deux ans et non en se laissant enfermer par la bourgeoisie dans l'impasse du chauvinisme, que les prolétaires yougoslaves retrouveront les conditions de leur unification comme classe unique et se mettront en situation de démasquer les manœuvres bourgeoises

pour les faire plier sous le poids des rigueurs de la crise et de l'austérité.

(1) Voici un morceau "de choix" de la rancœur nationaliste de la bourgeoisie serbe vis-à-vis des Albanais: "Ils (les Albanais, NDRL) ont anéanti plus de 90% des monuments culturels serbes, détruit ou endommagé presque toutes les fresques dans les églises qui ont survécu, emporté les richesses, dévasté les cimetières et transformés en harems les châteaux des souverains serbes. Etc..." (Vuc Draskovic, "Le Monde Diplomatique", avril 1989).

(2) En 1945, les Serbes, bien qu'une partie d'entre eux furent chassés du Kosovo pendant et juste après la guerre, représentaient une part importante de la population du Kosovo.

(3) Au printemps 1986, c'est-à-dire avant le XIII<sup>ème</sup> Congrès, les membres de la Ligue ont discuté de la modification des statuts du Comité Central en vue de mieux définir les responsabilités de ses membres au sein du système complexe de la Fédération. Par ailleurs, les partisans d'un renforcement du pouvoir fédéral - sur tous les plans - semblent prendre le dessus. ("L'URSS et l'Europe de l'Est", éd. 86, La Documentation Française)

## QUELQUES CHIFFRES

La complexité des enchevêtrements des peuples des Balkans et de la Yougoslavie en particulier mérite une petite note complémentaire. Les différentes populations de Yougoslavie se répartissent de la manière suivante:

Serbes: 42% / Croates: 23% / Slovènes: 8,6% / Albanais: 7,8% / Macédoniens: 5,7% / Monténégrins: 2,8%

Les autres plus minoritaires sont constituées de Hongrois, de Turcs, de Slovaques, de Ruthènes, de Tchèques, d'Italiens et de Bulgares.

Un autre chiffre intéressant à noter est celui de l'indice de la consommation. L'indice donné date de 1970 (Source: Encyclopedia Universalis), mais conserve toujours sa valeur quant aux niveaux de vie extrêmement différents des populations en Yougoslavie. Si l'indice 100 est donné pour la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine est à 126, le Monténégro à 129, la Serbie à 165, la Croatie à 194 et la Slovénie à 301.

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:  
Editions Programme, 17, rue René  
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:  
Editions Programme 12 rue du Pont  
1003 LAUSANNE

### \* EN PREPARATION \*

Dans la série "Textes du Parti Communiste International", nous sommes sur le point de republier le texte classique du parti "Dialogue avec Staline", paru anciennement dans notre revue théorique "Programme communiste", no 8, 1959.

Dores et déjà, elle peut être commandée. Les lecteurs nous l'ayant déjà commandée et l'ayant déjà payée la recevront d'office.

Prix: 28 FF, 8000 LI, 150 FB, 15 FS, 400 PTS, 12 DM, 3 £, USA et Canada 4 \$, Amérique latine 1\$.

SUR LE FIL DU TEMPS

# DIALOGUE AVEC STALINE

QUESTIONS ESSENTIELLES  
DE THEORIE MARXISTE  
SUR L'ECONOMIE SOVIETIQUE  
ET SUR LE PRETENDU  
SOCIALISME EN URSS

8

EDITIONS PROGRAMME  
TEXTES DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

# LA CLASSE OUVRIERE ET LA QUESTION NATIONALE EN URSS

Les tueries de Georgie qui ramènent sur le devant de la scène le problème des nationalités, sont la preuve que les méthodes de répression brutales sont toujours en vigueur en URSS, alors que les médias occidentaux se gargarisent de la démocratisation, et des "premières élections libres depuis 70 ans", depuis que la classe ouvrière avait pris le pouvoir.

La classe ouvrière n'a plus le pouvoir depuis longtemps et la répression **bourgeoise** n'est pas atténuée par la restructuration Gorbatchévienne de la domination capitaliste. Les travailleurs et les masses populaires d'URSS commencent à apprendre que **plus de démocratie = plus d'exploitation et plus de répression.**

Les manifestations de Tbilissi ont été plus sauvagement réprimées que celles d'il y a 10 ans, à l'époque dite de la "stagnation" Brejnevienne. En 1978 des milliers de manifestants principalement étudiants protestaient contre la russification décidée par les autorités de Moscou et de Tbilissi à l'occasion de l'élaboration de la nouvelle constitution qui ne reconnaissait plus au géorgien le statut de langue nationale. Le chef du parti géorgien était le futur Gorbatchévien Chévarnadzé, aujourd'hui ministre des Affaires étrangères de l'URSS.

Il n'est pas sûr que les dirigeants géorgiens n'aient pas alors profité des protestations pour arracher des concessions au pouvoir central. Il ne faut pas commettre l'erreur de voir dans les couches dirigeantes des républiques ou des régions, de simples fonctionnaires aux ordres de Moscou. Il est au contraire généralement reconnu qu'à l'époque de Brejnev, en dépit de la russification, les républiques périphériques étaient souvent devenues de véritables fiefs autonomes des bureaucraties indigènes. Ce phénomène est la conséquence du développement d'intérêts économiques locaux distincts et parfois concurrents de ceux de Moscou, dont les administrations et les PC correspondants sont devenus nécessairement les agents et les instruments.

La reprise en main des Républiques par le pouvoir central inaugurée par Gorbatchev avec le prétexte de lutter contre la corruption et le népotisme (qui est une forme de l'accumulation capitaliste) renforce les antagonismes et exacerbe les poussées centrifuges dans la mesure où les promesses d'accorder plus de liberté économique aux Républiques - reconnaissance du phénomène que nous avons indiqué - ne se sont pas encore concrétisées.

L'agitation nationaliste ou autonomiste rencontre un large écho en raison des difficultés créées à la population par une centralisation rigide souvent synonyme d'hégémonie "grand-russe", parfois de véritables discriminations ethniques ou nationales et ne correspondant plus en général aux besoins économiques. Les conflits n'opposent pas forcément les "allochtones" aux russes. Les Géorgiens par exemple se plaignent que leurs frères du Saïnghilo soient persécutés par l'Azerbaïdjan auquel ce territoire est rattaché. Ils affirment que dans la région autonome d'Abkhazie ils seraient victimes de discriminations. De leur côté, les abkhazes qui sont minoritaires sur leur propre sol, revendiquent leur accession au statut de République pour résister à la pression démographique des géorgiens. Cette revendication a mis le feu aux poudres car les nationalistes géorgiens même quand ils ne rêvent pas d'indépendance et de retour aux frontières de l'Etat indépendant d'avant 1920, ne tolèrent pas les "tentatives de démembrement de la Georgie par le pouvoir central" (slogan de l'Association Ilya Tchavtchadzé). Pour contrer la popularité grandissante des nationalistes, le P.C. géorgien a créé une association rivale; celle-ci a élu à sa tête, contre le candidat officiel, un indépendantiste. Mais ce dernier est toujours actuellement membre du PC: cela montre au minimum que les thèses nationalistes ont des partisans influents dans le parti; à moins qu'il ne s'agisse tout bonnement pour le PC d'une manière détournée d'affirmer les intérêts nationaux sans braver ouvertement Moscou, à la façon de Chévarnadzé en 1978.

En plus d'autres problèmes ethniques en Georgie, en plus des pays Baltes, de l'Arménie, des mouvements nationalistes sont signalés en Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie, etc.

Quel doit être le jugement et quelle devrait être l'attitude des révolutionnaires marxistes par rapport à ces mouvements qui rencontrent une sympathie ou un soutien jusque chez les prolétaires indigènes ?

Ces mouvements sont indéniablement **bourgeois**. Si on peut dire que "certains de leurs aspects remettent en cause le capitalisme d'Etat et/ou son fonctionnement" (1) c'est à la condition expresse d'ajouter qu'il s'agit de la mise en cause du capitalisme d'Etat de Moscou, au profit d'un capitalisme local qui laisserait en général, d'après les programmes nationalistes, plus de place au capitalisme privé et à l'initiative petite-bourgeoise.

Il est donc clair que ces mouvements ne peuvent apporter de soulagement à

l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière à laquelle ils n'accordent en fait aucune attention. Ils doivent être combattus par les prolétaires conscients de leurs intérêts de classe comme toutes les formules d'alliance entre les exploités et les exploités.

Cependant ces mouvements s'appuient sur des discriminations ou des préjugés qui sont bien réels, en dépit de l'égalité formelle des Droits proclamée par la loi. Les communistes, les prolétaires conscients luttent contre toutes les inégalités, contre toutes les persécutions, raciales, religieuses ou nationales. Non par démocratisation, mais parce que la lutte anti-capitaliste est impossible sans l'union des prolétaires par delà les divisions raciales, religieuses ou nationales. Les persécutions et discriminations font obstacle à cette union car elles font apparaître au prolétaire persécuté que la cause de ses malheurs n'est pas le capitalisme, mais le russe, le musulman, le blanc, etc.

Il est ainsi particulièrement important que les prolétaires de la nation ou de la nationalité dominante, se démarquent nettement de l'oppression exercée par "leur" bourgeoisie et "leur" Etat, démontrent en paroles et dans les faits qu'ils combattent pour l'égalité réelle des droits, y compris le droit à l'autodétermination, des populations opprimées. C'est la condition nécessaire pour écarter les préjugés et les préventions nées de l'oppression, dans le but de forger l'union des prolétaires.

Les révolutionnaires marxistes ne sont pas des démocrates et ils ne reconnaissent aucune valeur à la conception bourgeoise selon laquelle toute nationalité devrait pouvoir se constituer en Etat. Dans toutes les circonstances c'est l'intérêt du développement de la lutte de classe et de l'unification du prolétariat international qui prime tous les droits bourgeois. Dans le cadre de la lutte contre le féodalisme, le prolétariat a intérêt à la révolution bourgeoise et nationale; lorsque le capitalisme est devenu le mode de production dominant, les revendications nationales ne peuvent plus avoir aucun contenu positif pour le prolétariat; elles conservent toutes leurs potentialités négatives pour l'union du prolétariat.

S'ils se contentaient de revendiquer l'égalité des droits des nationalités, les marxistes au mieux se limiteraient à une position réformiste. S'ils s'aventuraient à soutenir les mouvements nationalistes et à revendiquer l'indépendance de telle ou telle nationalité dans le cas de l'URSS, d'un capitalisme développé, ils tomberaient dans une position réactionnaire (2).

Le fait que les prolétaires suivent les nationalistes ne signifie pas qu'il faille reprendre les mêmes positions. Lors des événements de Géorgie, selon la presse non-officielle, les grèves ont paralysé plusieurs villes. A Tbilissi, étaient en grève les usines de plastique, de matériel électrique, de matériel de construction, d'instrumentations diverses, l'usine 31 d'aviation (usine d'armement), usine de construction radio, usine textile, le dépôt de trolleys, etc., ainsi que les instituts universitaires, des administrations, magasins. Les comités de grève des entreprises, existant aussi dans d'autres villes, s'étaient coordonnés en un comité central de grève, **aux côtés** de représentants des principales organisations nationalistes: Parti pour l'indépendance de la Géorgie, Parti National-Démocratique, Union pour l'Egalité Nationale, Groupe Helsinski, etc. La force de la classe ouvrière a été ainsi canalisée vers des objectifs qui ne sont pas les siens: défense de l'intégrité nationale de la Géorgie contre le sécessionnisme abkhaze, indépendance. Approuver ces objectifs reviendrait à approuver l'abandon de ses intérêts de classe par le prolétariat géorgien et son soutien à des intérêts bourgeois.

Prenons l'exemple du problème entre arméniens et azéris. Devant l'oppression et la répression contre les arméniens, les prolétaires azéris doivent avant tout lutter contre cette oppression, **se désolidariser** de leur propre bourgeoisie en reconnaissant le droit des arméniens à l'autodétermination.

Il ne s'agit pas de revendiquer une annexion d'un territoire par la République arménienne, où à l'inverse que ce territoire soit maintenu de force dans les frontières de l'Azerbaïdjan. Il s'agit en fait de **démontrer** aux prolétaires arméniens de n'avoir aucune part dans leur oppression nationale, d'être vigoureusement opposés à "sa propre" bourgeoisie et à son Etat, en mettant au premier plan des objectifs la solidarité entre prolétaires de différentes nationalités.

Cette démonstration, les prolétaires azéris ne peuvent la faire sans tomber dans un bloc avec des forces bourgeoises, que **sur le terrain de la lutte de classe**, où la revendication du droit

des arméniens du Karabakh s'accompagne de la lutte pour l'égalité des droits, l'égalité des salaires, l'égalité des conditions de travail et de vie entre prolétaires arméniens et azéris et en **s'organisant ensemble** sur ce terrain (ce qui devrait se traduire aussi par l'organisation d'une défense commune des quartiers arméniens contre les pogromistes, comme cela se pratiquait à l'époque du parti bolchévique vis-à-vis des juifs). Il n'y a pas d'autre voie; toute autre perspective conduit inévitablement à se fondre avec des forces bourgeoises, à faire leur jeu, à défendre leurs intérêts. Il ne faut pas taire aux prolétaires arméniens du Karabakh que leur bourgeoisie cherche surtout à agrandir son territoire et à défendre ses intérêts de classe aux dépens du prolétariat arménien. Les prolétaires arméniens doivent donc non seulement se défendre de l'oppression et de la répression de la bourgeoisie azérie, mais aussi de l'exploitation de la bourgeoisie arménienne. Et **contre leur** bourgeoisie ils devront s'organiser pour la défense de leurs propres intérêts de classe. Le nationalisme, nourri par l'oppression, est une arme puissante utilisée par les bourgeois et leur Etat pour diviser la classe ouvrière et lui faire perdre la voie de la solidarité de classe, la voie de la lutte anti-capitaliste.

En réalité les marxistes proposent aux prolétaires des nationalités opprimées une union non seulement pour lutter contre les oppressions nationales - ce qui est indispensable - mais aussi une union pour lutter contre l'exploitation capitaliste, une union pour la **destruction révolutionnaire de l'Etat**, pour l'instauration de la dictature prolétarienne et non une union pour la construction de nouveaux Etats bourgeois nationaux.

## POINTS DE REPERES SUR LA QUESTION PALESTINIENNE

( Suite de la page 1 )

les masses arabes, hier en sortant du féodalisme et de l'économie tribale et naturelle comme aujourd'hui en plein capitalisme; mécanique, parce qu'après avoir supposé le caractère intrinsèquement positif du "mouvement vers la nation arabe", l'article n'envisage qu'un développement progressif vers le dépassement du "pur et simple horizon national" pour arriver "au terrain de classe plus général", dépassement garanti uniquement par la présence militaire des combattants palestiniens (dont la désagrégation n'était pas le moins du monde prévue).

La deuxième erreur consistait à prétendre que la lutte prolétarienne pour ses intérêts de classe était liée à la lutte nationale, erreur reliée évidemment à la première.

L'article dit des prolétaires palestiniens et arabes en général qu'ils "ont jusqu'ici pesé avec leur sang et leurs initiatives spontanées, mais qu'ils ont été l'objet et non le sujet de stratégies politiques". Et "ils pourront tourner à leur avantage la crise que s'ils réussissent à se donner une organisation indépendante de lutte, avec une ligne à elle, centrée sur l'intérêt de classe prolétarien opposé à l'intérêt bourgeois".

L'article prétend ainsi que les prolétaires, engagés depuis 40 ans dans la seule lutte nationale - dont l'article fait par ailleurs l'éloge - et qui se sont révélés jusqu'alors incapables de donner naissance à une organisation politique communiste qui puisse orienter la lutte prolétarienne sur le terrain de l'indépendance de classe et de la constitution d'organismes indépendants de lutte, ces prolétaires pourraient y arriver au moment de la terrible défaite causée par l'invasion israélienne, et retourner cette défaite "à leur avantage": c'est de l'aventurisme verbeux, d'autant plus qu'on se garde bien de préciser quelle devrait être la "ligne à elle" de cette "organisation indépendante de lutte" pour que les prolétaires palestiniens deviennent "sujets" de stratégies politiques et ne soient plus utilisés pour des objectifs bourgeois.

En fait l'article indique comme ligne à suivre, au mieux une ligne de lutte immédiate, sur le terrain de la défense - armée - des intérêts élémentaires des prolétaires. Une lutte de défense immédiate, à l'intérieur de la lutte nationale, voilà quelle est l'orientation de fond, entièrement erronée, de l'article.

Selon le marxisme, l'orientation correcte surtout pour les aires où la révolution bourgeoise n'est plus à l'ordre du jour (où donc il ne peut plus y avoir de révolutions doubles) mais où la question nationale n'a pas été résolue est d'insérer celle-ci et la lutte nationale

Cette union doit s'étendre au delà des frontières nationales et réunir les prolétaires du monde entier. Mais puisque la lutte révolutionnaire revêt d'abord une forme "nationale" (il faut d'abord se confronter avec la bourgeoisie et l'Etat "national"), c'est d'abord dans le cadre des frontières bourgeoises nationales que le prolétariat a besoin de forger son unité de combat, en opposition au chauvinisme et au nationalisme.

En définitive seule la renaissance des conflits de classe en Russie même permettra de donner consistance à cette perspective et de briser l'union sacrée entre les classes des Républiques périphériques, pourvu que la classe ouvrière russe rompe avec le chauvinisme "grand russe" et renoue le fil (brisé par la contre-révolution) avec son passé révolutionnaire et communiste.

C'est une tâche qui ne sera pas facile et qui ne sera pas facilitée par la perestroïka car celle-ci donne une force nouvelle à toutes les valeurs bourgeoises, ainsi qu'inévitablement aux valeurs et aux traditions pré-révolutionnaires: sentiment religieux, slavophile, qui se combinent au nationalisme "soviétique". L'organisation chauvine russe "Pamiat" est tout autant fille de la Glasnost que les organisations nationalistes des allogènes.

La tradition et le programme communistes devront être ré-importés dans le prolétariat russe à partir du prolétariat d'occident qui a subi, tout compte fait, une contre-révolution moins terrible et moins dévastatrice, parce que, dialectiquement, il n'avait pas eu la force suffisante de faire la révolution et de venir au secours de son frère russe.

- (1) "Courant Alternatif" N°84. Les libertaires de l'OCL éprouvent de la sympathie pour ces mouvements.
- (2) cf "Les tensions nationales démontrent la nature capitaliste de l'URSS", "Le Prolétaire" n°400

dans la lutte de classe révolutionnaire. L'objectif de cette dernière est la conquête du pouvoir politique, non pour instaurer un Etat national, mais l'Etat de la dictature du prolétariat, instrument de la révolution prolétarienne internationale.

L'article affirme un peu plus loin: "L'essentiel pour les communistes et les prolétaires est que cette lutte (contre Israël et tous les impérialismes-NDLR), qu'il faut mener dès aujourd'hui, soit, indépendamment de son issue, l'occasion de donner naissance à la formation d'une grande armée prolétarienne qui, née sur le terrain de la lutte nationale, sache employer sa force sur tous les fronts de l'affrontement social, fronts étroitement liés au premier". Nous y revolvons: dans une situation de défaite, d'éparpillement des combattants, on lance l'idée de la formation d'une grande armée prolétarienne; dans une situation de répression militaire quotidienne sur les camps de réfugiés comme dans les territoires occupés, dans une situation de désorganisation complète et de démoralisation profonde des masses prolétariennes et paysannes palestiniennes, on fait dépendre la possibilité d'une reprise de la formation d'une nouvelle et grande armée, capable d'utiliser sa force sur tous les fronts de la lutte sociale.

Faut-il rappeler les enseignements de la Commune, de Petrograd en 1917 et de la formation de l'Armée rouge: d'abord désorganisation de l'armée bourgeoise, conquête violente du pouvoir politique, puis organisation de la nouvelle armée prolétarienne sous la dictature de classe !

L'article joue avec les classes en lutte comme avec des soldats de plomb. Il présente même comme la situation la plus favorable à la perspective prolétarienne rien moins que "la co-belligérance d'une armée à direction bourgeoise (l'OLP) et d'une armée à direction prolétarienne" contre Israël - et non contre les Etats bourgeois arabes - afin "d'accueillir ainsi l'affrontement social" Grand plan stratégique, sans aucun doute.

L'article formule des indications absolument irréalisables il agite des slogans à effets, et il laisse à la situation, à l'affrontement social, à la lutte sur tous les fronts, la résolution de tous les problèmes d'une lutte dramatiquement emprisonnée dans les mailles des antagonismes nationaux bien qu'elle soit menée par d'authentiques prolétaires.

Dans le cadre de la reprise du travail sur la question palestinienne il est indispensable de critiquer certains textes publiés dans notre presse où se trouvent des analyses et des positions

erronées, en contradiction avec le travail général du parti et avec le marxisme.

Ces points ne prétendent pas épuiser tous les aspects de la "question palestinienne" et de ses liens avec la perspective de la révolution prolétarienne communiste. Ils veulent mettre en évidence les aspects que nous estimons les plus significatifs tant par rapport à des positions erronées parues dans la presse de notre parti, que par rapport à toutes les positions du faux marxisme qui ont cours en Europe sur cette question. Il ne s'agit que d'un premier résultat du travail de reprise de ce problème, qui devra préciser davantage les divers aspects du problème.

#### POINTS DE REPERE SUR LA QUESTION PALESTINIENNE

##### 1. DENONCIATION DU ROLE DU NATIONALISME PALESTINIEN COMME DIVERSION ET ANTIDOTE A LA LUTTE DE CLASSE

Ce nationalisme est un cadavre politique depuis une vingtaine d'années, mais ce cadavre "marche encore" et intoxique les prolétaires. Au lieu de souhaiter sa relance sous une version "de gauche", qui ne pourrait avoir que l'apparence de son radicalisme défunt, nous voyons plutôt un fait positif dans l'évolution vers le modérantisme de tous ses courants jusqu'aux plus "extrémistes"; et nous constatons le fait, selon nous salutaire, de la capitulation finale de l'OLP pour inciter les prolétaires à y lire ce que leur crie le cours même des choses: toute solution de race et de nation étant écartée, l'unique voie de salut est celle de la lutte de classe intransigeante jusqu'à la destruction de tous les Etats de la région et l'instauration de la dictature du prolétariat. Palestine ne vaincra pas; c'est la révolution prolétarienne qui vaincra !

##### 2. DENONCIATION DU CARACTERE REACTIONNAIRE DU MINI-ETAT PALESTINIEN

Les conséquences d'une telle "solution" ne pourront en effet qu'être négatives du point de vue de l'évolution de la lutte de classe, tant parce qu'il tendrait à confiner dans un ghetto la fraction la plus avancée et la plus combattive du prolétariat de toute la région pour l'empêcher de "contaminer" les autres, que parce qu'il signifierait une atténuation de la pression exercée sur Israël par les masses palestiniennes déshéritées et donc éloignerait dans le temps le moment où, là aussi, se fracturerait le front de classes, permettant enfin aux ouvriers israéliens de tendre la main à leurs frères de classe palestiniens.

Le seul côté éventuellement positif d'un mini-Etat serait de "démasquer" la bourgeoisie palestinienne comme classe ennemie, aux yeux des classes exploitées, mais cela n'a rien d'automatique. Au contraire s'il n'existe pas une force politique, le parti de classe, qui dénonce le nationalisme dès le début et lui oppose dès le début une ligne de classe (ce qui n'est évidemment pas le cas actuellement), il est inévitable que la désillusion qui suivra inévitablement la formation de cet "Etat indépendant" n'entraînera pas une impulsion à la lutte contre la bourgeoisie, mais débouchera plutôt sur l'abandon et la léthargie pour une durée qu'on ne peut prévoir.

Ce que nous pouvons dire dès maintenant, c'est que l'Etat-galère qui se dessine à l'horizon ne pourra jamais absorber la totalité des masses palestiniennes de la diaspora. Les palestiniens, les prolétaires palestiniens, ne pourront tous trouver place dans le ghetto. Ce qui signifie que les Etats de la région qui ont avalé la Palestine, ne pourront réussir à la digérer, même avec le réactionnaire mini-Etat.

##### 3. DENONCIATION DE LA TACTIQUE ULTRAPACIFISTE SUIVIE PAR L'OLP AVANT ET PENDANT L'INTIFADA COMME ORGANISATION DELIBEREE DU MASSACRE DES PROLETAIRES PALESTINIENS

En d'autres termes, l'OLP laisse faire aux tueurs israéliens le "sale boulot" de massacrer, d'épuiser moralement et économiquement les opprimés des territoires occupés. Si ce mini-Etat se constitue, ce sera après que le prolétariat palestinien ait été suffisamment assommé par les compères israéliens. Voilà pourquoi l'OLP ne se dirige vers "l'Etat indépendant" qu'au ralenti. L'impudence de cette "normalisation" des masses pauvres palestiniennes est à dénoncer sans hésitations ni ménagements.

##### 4. REAFFIRMATION DU FAIT QUE LA REVOLUTION PROLETAIRE DANS TOUTE LA REGION EST LA SEULE VOIE POUR RESOUDRE Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE, dans le sens que seule la dictature du prolétariat sera en mesure d'assurer aux palestiniens s'ils le désiraient encore, de s'organiser en un Etat indépendant. Ce qui n'exclut pas, mais implique que le Parti défende et soutienne la perspective opposée, celle de la libre union des diverses nationalités du Moyen-Orient en un Etat prolétarien le plus vaste possible.

5. REAFFIRMATION DE LA NECESSITE DE LA FORMATION DU PARTI POLITIQUE DE CLASSE SUR LA BASE DU PROGRAMME, DES THESES ET DES ENSEIGNEMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL fixés au début des années 20 dans les 3 premiers congrès de l'Internationale communiste. Cette formation ne peut arriver que par la rupture ouverte avec les fausses perspectives d'émancipation de type démocratique, pluraliste, autonomiste, pacifique; elle ne peut arriver qu'en soudant les étincelles de conscience de classe provoquées par la lutte des masses palestiniennes au solide programme communiste et à la doctrine marxiste restaurée par la Gauche communiste dans ses batailles de classe contre le stalinisme et toutes les variantes opportunistes, quelles soient social-démocrates, populistes ou nationales; elle ne peut arriver sans se relier au fil historique d'activité militante de la Gauche communiste dite italienne en particulier, au long de son travail pour la reconstitution du parti, communiste et international, organe politique de la classe révolutionnaire moderne.

Réaffirmation en même temps, que la lutte contre l'oppression nationale des prolétaires palestiniens doit emprunter une voie opposée à celle du nationalisme, même le plus radical. Il s'agit d'une bataille qui doit être orientée et livrée sur le terrain plus général de la lutte de classe, en déplaçant la lutte des prolétaires du terrain de la conquête d'une patrie au terrain de la lutte anti-bourgeoise contre toutes les discriminations entre prolétaires de différentes nationalités ou confessions sur le plan des salaires, des conditions de vie et de travail, des droits politiques et syndicaux.

##### 6. REAFFIRMATION DU FAIT QUE LES FRERES DE CLASSE "NATURELS" DU PROLETAIRE PALESTINIEN, LES PROLETAIRES ARABES DE LA REGION NE TROUVERONT JAMAIS LA VOIE DE LA SOLIDARITE DE CLASSE et de leur

propre émancipation du joug de bourgeoisies nationales répressives et vampires (comme l'ont illustré les grèves d'Egypte, les émeutes du pain au Maroc ou en Tunisie et dernièrement la révolte prolétarienne en Algérie) s'ils ne rompent pas définitivement les liens idéologiques politiques et organisationnels avec "leurs" bourgeois et petits-bourgeois. Ceux-ci ont utilisé et utilisent encore contre les prolétaires et les opprimés le "panarabisme", l'idéologie religieuse ou de prétendus socialismes nationaux représentés par le champion du double jeu Kadhafi ou le très démocratique président assassin Chadli Bendjedid. Le "facteur national arabe" pouvait être un des éléments unifiants pour des populations de nomades et de marchands plus que pour des populations de sédentaires et de paysans, dans une époque historique qui va de l'écroulement de l'empire ottoman à la seconde guerre mondiale. Il a désormais épuisé toute potentialité de progrès historique dans la vaste aire qui va du Proche Orient à l'Atlantique en couvrant le Nord de l'Afrique en raison d'une série d'éléments qui comprennent: - le type de développement de la région, arriéré pour ce qui de l'entreprise industrielle et agricole, ultramoderne pour ce qui est l'extraction de matières premières, voire du capital bancaire,

- le type de répartition du territoire en Etats nationaux davantage fondée sur le passé colonial que sur la localisation de populations indigènes souvent nomades.

- le type de classes bourgeoises (plus "compradores" qu'industrielles) engendrées par le développement contrasté du mode de production et des formes de capitalisme et par la persistance de résidus féodaux, théocratiques, tribaux jamais complètement éliminés. La formation même d'un prolétariat peu concentré dans des usines ou des complexes industriels et éparpillé sur de vastes territoires où se trouvent les richesses du sous-sol, reflète un processus de développement de la région absolument dépendant du marché mondial, du prix des matières premières que seuls les grands pays capitalistes peuvent utiliser, et tendant à l'instabilité à l'intérieur et dans les rapports inter-étatiques de la région.

Cependant, si faibles que soient les classes bourgeoises et prolétariennes le saut historique dans le capitalisme est désormais accompli et la réalité des Etats bourgeois arabes actuels est celle d'intérêts de classe de bourgeoisies nationales contre d'autres bourgeoisies nationales et non pas d'un "facteur national arabe" désormais impuissant, chaque bourgeoisie tendue vers l'exploitation de "ses" prolétaires arabes aussi bien que coréens, indiens, pakistanais, africains, etc., dans les riches régions pétrolifères.

##### 7. REAFFIRMATION QU'UN FRONT DE LUTTE ENTRE PROLETAIRES JUIFS D'ISRAEL ET LES PROLETAIRES PALESTINIENS EST IMPOSSIBLE TANT QUE LES PREMIERS NE ROMPRENT PAS LES LIENS QUI LES ATTACHENT A LEUR

BOURGEOISIE et que pour rompre avec leur bourgeoisie les prolétaires israéliens juifs et doivent se désolidariser de l'oppression nationale exercée sur les palestiniens. Il n'y a pas de pire malheur pour un peuple que d'en subjuger un autre, disait Marx à propos de l'oppression anglaise sur l'Irlande. Pour sortir de leur situation, malheureuse du point de vue de la lutte de classe, les prolétaires israéliens juifs devront se placer sur le double terrain de la lutte contre les discriminations envers les prolétaires palestiniens et arabes dans leurs conditions de vie et de travail (donc contre le confessionnalisme de l'Etat Israélien), et de la défense du droit à l'auto-détermination du peuple palestinien, c'est-à-dire du droit de tous les palestiniens à constituer leur Etat en Palestine.

##### 8. LA NECESSAIRE SOLIDARITE DES PROLETAIRES ET DES COMMUNISTES D'OCCIDENT AVEC LES PROLETAIRES PALESTINIENS ne signifie pas crier plus fort que les autres le

slogan "vive la lutte pour l'indépendance nationale palestinienne", mais signifie travailler pour la reprise ici de la lutte de classe et pour la formation d'un Parti communiste international compact et puissant.

C'est en effet la seule voie pour pouvoir tendre une main fraternelle aux prolétaires palestiniens, étant donné que l'aide que nous pouvons leur offrir consiste à leur fournir un point de référence visible de bataille anti-bourgeoise à laquelle s'accrocher, ou n'est que pure démagogie.

Il faut donc comprendre que le prolétariat palestinien - et avec lui les prolétaires de toute la région touchée par la lutte palestinienne - sera inévitablement prisonnier des objectifs et des moyens du nationalisme bourgeois, tant qu'un mouvement social prolétarien dans les pays impérialistes - dans "nos" pays occidentaux - ne se manifeste pas pour défier finalement la bourgeoisie nationale de tous les pays sur le terrain de la lutte de classe.

## AMERIQUE LATINE: LA DEMOCRATIE RENFORCE LE POUVOIR BOURGEOIS

Le capitalisme, contrairement à ce que peuvent prétendre tous ceux qui pensent en changer les fondements par la méthode douce et parlementaire, démontre tous les jours sa nature coercitive et dictatoriale et sa domination absolue sur le prolétariat.

Cette domination, il l'exerce sous toutes les formes politiques, en fonction du niveau de développement des forces productives, donc en fonction des rapports de classes existants, de sa capacité à éliminer les formes archaïques de production et les classes qui leurs sont liées, de sa dépendance plus ou moins grande vis-à-vis des puissances impérialistes, ou à l'inverse de sa force impérialiste, enfin du niveau de combattivité, d'organisation immédiate et politique du prolétariat. A chacune des formes que peut prendre la domination du capital, correspondent les exigences du maintien au pouvoir des catégories bourgeoises dominantes les plus représentatives du niveau de développement des forces productives et des intérêts généraux du capitalisme.

L'Etat bourgeois passe de la dictature d'une bourgeoisie encore liée aux anciennes classes dominantes féodales ou à un mode archaïque de production, encore inféodé au colonialisme ou à l'impérialisme, de la dictature ouverte d'une bourgeoisie représentant les intérêts centraux d'un capitalisme national hyper-développé, à la démocratie parlementaire plus ou moins large, sans que change en quoique ce soit sa nature réelle de garant des intérêts du capital et de l'ordre social bourgeois. Et inversement, il peut passer alternativement des formes démocratiques aux formes les plus répressives, non de façon antinomique mais avec la plus grande complémentarité.

Les démocrates bourgeois ont beau dire et redire, la démocratie bourgeoise n'est pas l'aboutissement ultime, égalitaire et fraternel, de l'organisation de l'Etat. La démocratie n'est pas plus éternelle que d'autres formes ouvertes de la dictature du capital, qu'elle soit de type caudilliste, fasciste, raciste ou encore malheureusement "socialiste".

C'est en fonction des nécessités historiques, matérielles, sociales que se détermine telle ou telle forme de gouvernement, telle ou telle forme donc de la dictature du capital, et non pas en fonction des "idéaux" sensés agir sur la réalité et ayant une valeur universelle. Les "idéaux démocratiques" s'imposent à toute société de façon irréversible, professent les démocrates. Mais en fait d'irréversible, il n'y a que la domination bourgeoise. Aucune forme qui ne représenterait pas un stade arriéré du développement capitaliste, n'est irréversible. Le capitalisme joue sur toutes les formes de domination, les adaptant à toutes les réalités matérielles et sociales.

La dictature ouvertement violente cède donc sa place à la dictature "douce" de la démocratie, comme celle-ci peut s'effacer ensuite à nouveau pour laisser le champ libre à une nouvelleunte militaire, à un nouveau Caudillo ou un nouveau Führer.

L'Amérique latine est le meilleur terrain d'observation de cette vérité marxiste. Après avoir tenu sous sa botte les prolétaires et les masses laborieuses par des formes de dictature militaire extrêmement violentes et répressives, l'Amérique latine a amorcé depuis quelques années son virage démocratique à la grande satisfaction de tous les réformistes

béats et imbéciles qui y voient enfin l'espoir réalisé de la paix et de l'égalité sociale.

Pour nous marxistes, ce virage montre d'abord et avant tout la capacité que la bourgeoisie a acquise de mieux contrôler les réactions ouvrières et des masses laborieuses, petits paysans sans terre ou prolétaires marginalisés des bidonvilles. Elle montre qu'entre ces classes exploitées et opprimées, et la bourgeoisie régnante, se comble le vide qui ne pouvait que rendre sanglant tout affrontement entre les classes et donc attiser plus encore les conflits de classes. Aujourd'hui, le développement du capital a permis que se mette en place dans les structures mêmes de l'Etat, toute une représentation politique et syndicale du prolétariat, respectueuse des "règles du jeu" du capital, et assumant la fonction objective d'amortisseur des conflits de classe. Cette situation est peut-être encore fragile, mais elle marque une tendance très nette de l'Etat en Amérique latine de se parer des attributs de la démocratie pour exercer son pouvoir.

Mais disions-nous dans un journal précédent (no 382, mai 85) : "La démocratisation n'est donc pas le signe que le sous-continent accède à un stade libéral "de développement qui rendrait plus "facile et moins douloureux de lutter "contre l'exploitation. C'est au contraire "une accentuation des tendances anti-"prolétariennes qui s'annonce par la mise "en place des structures de la démocratie "impérialiste blindée, avec des côtés "répressifs beaucoup plus prononcés que "dans les vieilles métropoles où les tensions sociales sont encore amorties."

Le massacre des prolétaires révoltés au Venezuela au début de l'année démontre s'il le fallait encore que la démocratie n'existe qu'en raison inverse des poussées de lutte du prolétariat. La discrétion médiatique gênée de ces derniers temps à propos de ce drame, est d'ailleurs significative de l'embarras de la démocratie à cacher sa nature profonde qui est autoritaire et répressive.

La vague de démocratisation qui s'étend au sous-continent américain ne signifie donc pas une pause dans l'exploitation et la répression que subit la classe ouvrière. Elle signifie seulement un meilleur dosage entre le contrôle social exercé sur la classe ouvrière par l'intermédiaire de l'opportunisme et l'exercice de la violence policière et militaire ouverte. Elle signifie aussi pour le prolétariat qu'il doit acquérir une claire conscience au travers de ses luttes de ce qu'est le réformisme, de ses objectifs de conservation sociale et de sa méthode politique et tactique pour concilier des intérêts de classes antagoniques sans avoir l'air de quitter le camp prolétarien.

La démocratie n'a pas comme seul effet de générer des intermédiaires entre la bourgeoisie et le prolétariat, sous la forme des traditionnels partis réformistes, syndicats de collaboration de classe, et associations sociales diverses, mais, en Amérique latine a aussi celui de ramener dans son giron les différents guérilla.

Il est bien évident que cette démocratisation ne se fait pas sans avancées et reculs.

En Uruguay, le Parlement fut dissous en 1973 par l'armée qui mettait un terme au plus vieux système démocratique de l'Amérique latine. Mais le pouvoir des militaires, une fois menées à terme les

( Suite en page 10 )

# AMERIQUE LATINE: LA DEMOCRATIE RENFORCE LE POUVOIR BOURGEOIS

( Suite de la page 9 )

grandes vagues de répression contre les groupes de la guérilla et l'extrême-gauche en 72-73 et une fois combattu par la violence le prolétariat et les masses laborieuses dont la crise dès 74 fit baisser terriblement les conditions de vie, devait préparer progressivement, dès les années 80, le retour à un gouvernement civil. En 1985, une fois accomplie la basse besogne, se mettait donc en place un gouvernement issu des urnes, qui décréta une amnistie pour les militants emprisonnés. Le retour à la démocratie - fût-elle musclée - est ainsi de nouveau le moyen bourgeois de maîtriser les mouvements de luttes en les canalisant dans les alternatives légales.

En Colombie, les archaïsmes sont encore très puissants, et le pays est rongé dans toutes ses parties par la gangrène de la cocaïne. La mafia de la poudre blanche domine tout par l'assassinat et corrompt la bourgeoisie, l'Etat et l'Eglise. Mais le développement capitaliste, même s'il est retardé par l'obscurantisme du gangstérisme, poursuit sa marche en avant et avec elle la nécessité pour l'Etat de mettre "hors de nuire" la guérilla en combinant la méthode forte et l'illusion démocratique. Les principaux groupes de guérilla, les FARC (liées au PC dans l'UP, l'Union Patriotique), le M-19 (issu lui-même des FARC et proche de ses positions), le PC et le PCML acceptèrent même ouvertement - en s'opposant encore au dépôt de leurs armes - de négocier avec l'Etat. Quant à "A Luchar", la deuxième composante importante de l'opposition de gauche, qui regroupe depuis peu différentes organisations dont le PSR (IV<sup>ème</sup> Internationale), il poursuit l'objectif tout aussi démocratique du "Front de Gauche". "A Luchar" appelle à la révolution, mais ne sort pas d'une vision étroite et gradualiste qui fait "au mieux" et en théorie passer la révolution par l'étape démocratique, mais qui en réalité s'arrête au stade de l'Etat bourgeois de type démocratique.

Au Chili, les sanguinaires années de la dictature de Pinochet n'ont ni permis de résoudre la crise capitaliste ni permis de museler le prolétariat. Là aussi la démocratie tend à devenir l'alternative inévitable à la domination bourgeoise. L'échec de Pinochet au référendum de l'année passée qui, au lieu de plébisciter le vieux général tortionnaire, le désavouait, devrait ramener des formes civiles, encore très musclées, de gouvernement. Déjà en tout cas se pressent au portillon les candidats "ouvriers" à l'honneur électoral et parlementaire.

Au Brésil, le changement est plus profond, mais la crise capitaliste, le poids énorme payé par le prolétaire ou le petit paysan pour faire survivre le capital brésilien, impose d'autant plus une large utilisation de la démocratie pour canaliser les luttes prolétariennes et sociales. L'inflation démentielle réduit les salaires à leur plus simple expression en quelques mois. De 25% en 1974, elle montait à 100% en 80-82 pour atteindre les 200% en 84-85 et pousser une pointe à 400% et plus en 87. Les salaires étaient, pour un indice de 100 en janvier 1986, tombés à un indice de 74,3% en décembre 1987 (c.f. "Problèmes d'Amérique latine", no 90), soit un quart du salaire amputé de 2 ans à peine. Quant aux indices de production industrielle, ils étaient de 110,6% en 1986, pour flancher à 96,9% en 1987. Les différents plans Cruzado et Besser qui tous tablaient sur la dévaluation de la monnaie et sur la création d'un cruzado-lourd n'ont rien changé au cours des choses. Mais ces plans de redressement - qui ne sont en fait que de la poudre aux yeux et des jous impuissants à améliorer quoique ce soit - sont aussi inscrits dans un objectif politique clair: faire participer de manière plus consentie, donc sans heurts sociaux, le prolétariat aux sacrifices que le capital lui impose. Bresser Pereira, l'auteur du dernier plan de "redressement" économique, est très clair sur les perspectives tracées par la bourgeoisie: "L'idée d'un 'pacte social au Brésil m'a toujours laissé fort septique, parce qu'il faut d'abord un pacte politique, sur un accord plus 'général entre les principales forces politiques du pays et sur les salaires et, au-delà, les réformes sociales. En 'Espagne par exemple, les travailleurs n'ont accepté de conclure un pacte 'social limitant les augmentations de salaires qu'après l'élaboration d'un pacte 'politique garantissant un minimum de 'réformes sociales. En tout état de cause, 'il est aujourd'hui patent qu'à défaut d'un pacte social, le Brésil ne parviendra 'pas à juguler l'inflation. Lorsque fut mis en oeuvre le plan Cruzado, j'observais 'qu'il y avait une espèce de pacte social 'implicite dans la mesure où il bénéficia 'd'un immense soutien populaire. Mais 'un pacte social implicite ne suffit pas; 'il faut un pacte explicite. L'échec du 'plan Cruzado tient largement à l'absence

d'un tel pacte social explicite, ce qui 'permet aux travailleurs d'accroître leurs 'salaires nominaux et réels." ("Problèmes d'Amérique latine", no 90). Que Bresser pense que les salaires aient augmenté en termes réels est certainement une façon de dire qu'ils n'ont pas assez baissé. Mais ce qui est dit en substance est clair et pourrait se résumer à l'équation: "pacte social = baisse des salaires".

Le dernier plan mis en oeuvre, le "Plan d'été" corrige cette "anomalie": "Le programme d'austérité lancé il y a deux mois par le gouvernement 'Sarney, le 'Plan Été", a provoqué une 'compression brutale du pouvoir d'achat. "Le ministre du travail, Mme Dorothea 'Werneck, a fini par le reconnaître, après 's'y être longtemps refusé." ("Le Monde", 15 mars 1989).

Les élections municipales de 89, qui ont été marquées par une avancée du Parti du Travail, avec notamment l'élection de Luiza Erundina à la tête de Sao Paulo, marque une étape de plus vers le renforcement du contrôle social de l'Etat sur le prolétariat et sur les masses laborieuses. Le Brésil rentre dans l'ère des "mairies rouges", bien connue en Europe, et qui ont permis à l'opportunisme (les PC en premier lieu) d'endiguer les mouvements de lutte prolétarienne dans le cul-de-sac des urnes.

Au Salvador ont eu lieu en mars dernier les élections présidentielles auxquelles participait la gauche réformatrice (La Convergence Démocratique) et qui furent perturbées par les actions de sabotage de la guérilla, le FLMN (Front Farabundo-Marti pour la libération nationale). Mais le "radicalisme" et l'abstentionnisme du FMLN lors des élections n'ont pas de parenté avec une quelconque position de classe face à la question parlementaire. Au contraire, c'est parce qu'il veut s'intégrer au processus démocratique et que l'Etat n'accepte pas ses conditions, que le Front agit de la sorte. Zamora, dirigeant principal de la Convergence Démocratique explique lui-même les raisons de cette action du FMLN: "Je comprend la position 'du FMLN, car il peut difficilement 'adopter une autre attitude après le 'rejet de sa proposition d'un report de 'date du scrutin et alors qu'il vient de 'faire sa traversée du Rubicon en acceptant 'de ne plus exiger de participation à 'un gouvernement provisoire, ni l'intégration de ses troupes à l'armée régulière." ("Le Monde", 20 mars 1989). Du côté de la guérilla rien à craindre donc, car en adoptant un profil encore plus démocratique et une allure d'indépendance vis-à-vis des Etats-Unis, l'Etat sape les causes fondamentales de son existence d'"armée du peuple": les dictatures de caciques inféodés étroitement à l'impérialisme, par lesquelles a pu pénétrer le capitalisme, mais qui à un certain stade sont devenues une entrave au développement du capital national. Le communiqué du FDR (Front Démocratique Révolutionnaire) et du FMLN du 15 décembre 1986 exprime cette position:

"1/ Le FDR et le FMLN poursuivent 'le même objectif: la défaite du projet 'contre-insurrectionnel de l'impérialisme 'américain et de ses alliés au Salvador 'et le triomphe de la révolution démocratique, anti-oligarchique et anti-impérialiste.

"2/ Le FDR et le FMLN luttent pour 'le pouvoir politique au Salvador 'afin de pouvoir conduire la société salvadorienne à la réalisation de son projet 'national, pluraliste et non-aligné qui 'se trouve exprimé dans la plateforme 'de Gouvernement démocratique révolutionnaire qui a donné vie à cette alliance."

La "solution négociée", donc le dépôt des armes et l'intégration de la guérilla à la vie parlementaire constitue donc la voie dans laquelle s'engage stratégiquement la guérilla salvadorienne: "La lutte 'pour démontrer qu'il existe une solution 'politique juste au Salvador, c'est nous 'qui devons la mener. Si nous refusons le dialogue, non seulement nous perdrons 'la crédibilité, mais surtout, nous créerons 'une frustration à l'intérieur du peuple 'qui subit les bombardements et la répression" (Anna Guadalupe Martinez, cdte du FMLN, citée dans "Inprecor, avril 1987).

Au Pérou, noyé lui aussi dans la dette et dans une hyper-inflation atteignant les 1000%, la démocratie joue son rôle d'amortisseur social et surtout sert de repoussoir à la violence révolutionnaire. Si Alan Garcia, le social-démocrate, est trop impliqué dans la répression politique et dans les mesures d'austérité pour faire encore illusion auprès des prolétaires et des petits paysans, d'autres forces politiques au programme petit-bourgeois se mettent en place pour jouer le rôle contre-révolutionnaire consistant à orienter le prolétariat sur les perspectives réformatrices et nationales d'un Etat "social" échappant comme par enchantement aux lois incontournables du capitalisme, pour faire de celui-ci un mode de production "juste", "équitable", "égalitaire" et surtout "contrôlé" et "planifié".

Pour pallier à leur éparpillement, les organisations opportunistes se sont regroupées dans la Gauche Unie (IU) en janvier de cette année. L'IU regroupe le PCP (Parti communiste péruvien), l'UNIR (Union nationale de la gauche révolutionnaire, d'essence maoïste), le PUM (Parti unifié mariatériste), lui-même fondé en 1984 en regroupant plusieurs mouvements dont le PRT (Parti révolutionnaire des travailleurs, membre de la IV<sup>ème</sup> Internationale). L'IU ressort toutes les vieilles ficelles de l'opportunisme et du populisme: "auto-gouvernement", "gouvernement populaire", "anti-impérialisme" (national), etc. Et son premier objectif est de faire face à la crise en s'appuyant sur les masses populaires en général et surtout sur leur patriotisme. Là où les révolutionnaires combattent les liens du prolétariat avec les intérêts et les enjeux nationaux pour mettre en avant leur internationalisme et en quelque sorte leur "défaitisme économique", l'opportunisme agit toujours le drapeau de la nation, de la patrie, de l'intérêt national en semant l'illusion que les intérêts du prolétariat peuvent se ranger sous ces bannières.

En Argentine, le "désastre" de la guerre des Malouines qui avait suscité, avant l'engagement militaire de l'Angleterre et la défaite humiliante, le soutien des démocrates, a mis à mal le pouvoir des militaires. Le rétablissement d'un gouvernement civil et d'un parlementarisme a permis à la bourgeoisie d'étouffer les réactions prolétariennes et sociales à la dégradation des conditions de vie due au prix à payer pour la guerre, à un endettement colossal, à l'inflation et au recul général de l'économie. En 1983, le PIB était identique à celui de 1974, les taux d'inflation voisinaient les 250% et la dette en 1985 s'élevait déjà à 50 milliards de dollars, ce qui portait le paiement des intérêts à près de 6 milliards. Estimant que l'Argentine ne suivait pas assez près ses "recommandations" en matière d'austérité, le FMI vient, début mars, de suspendre ses crédits complémentaires. Le FMI oblige ainsi les démocraties nouvelles à faire leurs preuves de leur capacité pratique à imposer les sacrifices à la classe ouvrière, tout en assurant la stabilité de l'ordre civil.

On pourrait encore prolonger cette petite revue de la situation de la démocratie en Amérique latine. Mais c'est évidemment par le Venezuela qu'il faut la terminer, tellement la démocratie y a révélé au grand jour son rôle réel de fossoyeur du prolétariat. De 500 à 1000 morts, 3000 blessés, 10000 arrestations en quelques jours, et Carlos Andres Perez, président fraîchement élu du Venezuela, pouvait déclarer cyniquement après avoir salué "la loyauté de l'armée à l'égard du pouvoir" que: "A aucun moment, le système démocratique n'a été menacé" ("Le Monde", 5 mars 1989).

C'est bien là que réside la principale force de la forme démocratique du pouvoir bourgeois. L'armée ou la police, principaux piliers de l'ordre, n'exercent pas une répression active permanente, mais seulement à des moments particuliers des

rapports et des luttes de classes. La démocratie est en effet suffisamment ancrée au Venezuela, donc l'armée est suffisamment rompue à son rôle dans ce cadre-là, pour que C.A. Perez puisse clamer qu'elle n'a pas été mise en danger. L'exemple vénézuélien est une sanglante leçon à retenir pour le prolétariat sud-américain et international. Jusqu'alors la bourgeoisie et la petite-bourgeoisie d'occident avaient toujours mis la cause des répressions sanglantes des émeutes de la faim, dernièrement en Algérie, sur le compte du manque de démocratie. Au Venezuela ce n'est pas le "manque de démocratie" qui a armé le bras de la bourgeoisie contre la révolte des prolétaires, c'est bien au contraire la longue tradition démocratique de l'Etat qui a parlé le langage des armes. Ce n'est ni étonnant, ni paradoxal, c'est la même démocratie qui assassine à Miami qu'à Caracas.

Contre toutes les formes de caudillisme et de gouvernement militaire des Etats liés à une bourgeoisie compradore au service de l'impérialisme et des latifundiaires, est apparu une lutte nationale radicale et anti-impérialiste, basée sur la stratégie de la guérilla dans les campagnes pour encercler et faire tomber les villes, avec des versions plus ou moins urbaines de celle-ci. La tendance au passage démocratique, donc à une défense plus indépendante de l'intérêt national, renfermait aussi la tendance à l'extinction de la stratégie guérillériste, déjà malmenée par les défaites militaires dont la plus lourde de conséquence fut celle du Che.

Au travers de quelques cas de pays, nous avons montré que la tendance était à une reconnaissance politique par la bourgeoisie de la reconversion civile de la guérilla, et pour cette dernière à l'intégration au système démocratique, pour lequel elle luttait. L'autre tendance, allant dans le même sens d'institutionnalisation de l'opposition démocratique petite-bourgeoise, est celle des fronts de partis et organisations réformatrices, avec comme perspective celle de devenir une force respectable du parlementarisme bourgeois.

La classe ouvrière sud-américaine ne doit pas tomber dans le piège du démocratisme et celui de ses représentants politiques dits "ouvriers" qui lui sont indispensables pour maintenir une cohésion nationale et donc une collaboration entre les classes. Cela implique que ses éléments d'avant-garde doivent mener un combat sans concession politique contre cette forme de domination bourgeoise et contre ses agents pseudo-marxistes ou guérilléristes recyclés. Le programme "socialiste" de tous les courants "de gauche" en Amérique latine tient toujours autour de trois axes: il est "populaire", "démocratique" et "national".

Le programme du prolétariat - c'est-à-dire le programme de la révolution ouvrière anti-capitaliste - pourrait lui aussi se décrire en trois points. Car il est en effet prolétarien, s'appuie sur la dictature de classe et défend dans la théorie et la pratique une orientation internationaliste.

## LES GREVES EN CORSE

Après plus de neuf semaines de grève, les fonctionnaires de Corse sont toujours en lutte au moment où nous écrivons. Mais le mouvement est en fait dans une impasse, n'ayant pas réussi à faire reculer le pouvoir.

Le Gouvernement a utilisé la fameuse "méthode Rocard" déjà appliquée contre les travailleurs qui se sont mobilisés pour leurs revendications dans la dernière période: laisser pourrir le mouvement, l'entraîner sur le terrain miné de négociations interminables, faire pression sur les grévistes par des campagnes d'opinion démagogiques. Dans le cas des fonctionnaires corses la méthode a été employée jusqu'à la caricature. Le gouvernement a alterné les négociations avec leur rupture (ou leur suspension), tout en essayant grossièrement de dresser les "contribuables" contre les grévistes en faisant passer une lutte revendicative pour un problème de développement et de subventions à une région déshéritée. Il n'a même pas manqué, selon les règles policières élémentaires, l'alternance entre "le méchant" (Charasse) et "le gentil" (Joxe) interlocuteur.

La faiblesse du mouvement tient essentiellement au cadre régional dans lequel tous les syndicats, à la suite de la CGT, ont inscrit et maintenu la grève: prime de vie chère qui serait justifiée par la situation particulière de la Corse. Le gouvernement a appuyé à fond dans cette direction, qui était la garantie que la lutte ne s'étendrait pas au continent.

Pourtant tous les mouvements de grève récents ont mis en avant les mêmes revendications: augmentations unitaires de salaire de 1000 F (ou 2000 F) pour tous, quel que soit le coin de France où vivent les travailleurs. Et donc ce que craignent surtout les patrons et l'Etat,

c'est ce que ces mouvements dispersés finissent par confluer dans un mouvement unique, dont la force serait formidable. Pour maintenir les luttes séparées, saucissonnées, ils ont l'allié irremplaçable constitué par les Confédérations syndicales. Liées de façon indissoluble au maintien de la société capitaliste, elles sont incapables de s'opposer à la politique du gouvernement. C'est évident pour les organisations ouvertement collaborationnistes comme la CFDT et FO, en dépit des vagues allures semi-combatives prises par celle-ci, le temps que sa nouvelle direction puisse s'affirmer. Mais c'est vrai aussi du syndicat spécialisé dans les poses "radicales" et la phrase revendicative, la CGT. Depuis la réapparition de mouvements de grève, la CGT se garde bien de reprendre les appels incantatoires à la grève générale qu'elle tenait lorsque rien ne bougeait. La situation commence à devenir trop tendue et le risque n'est pas négligeable que les travailleurs la prennent au mot. Le discours s'est donc modifié pour ne pas soulever une contradiction avec la politique d'isolement des luttes.

La leçon de cette longue grève avec toute sa combativité dépensée en vain, est que pour s'affronter vraiment à l'Etat, pour défendre sérieusement leurs revendications, les travailleurs ont besoin de retrouver les armes et la méthode de la lutte de classe: refus de l'isolement, de la division, extension de la grève sans limitation préalable de durée à toutes les catégories. Mais cela implique la rupture avec toute les forces du réformisme et du collaborationnisme toujours prêtes à vendre le mouvement pour des clopinettes ou à le détourner dans une impasse, et cela implique l'organisation indépendante des travailleurs.